CM intro vie politique française 1870-1945

Qu’est-ce que la vie politique ?

« Entre chronique et concept » expression due à brigitte gaidi

La chronique c’est à dire l’enchaînement des faits, et également les concepts notions de base permettant d’analyser ce qu’il s’est passé ou ce qu’il se passe, sont nécessaires

Professionnalisation de la vie politique est le fait de pouvoir vivre de la vie politique comme député par exemple

Le mot Politique, difficile à définir, mais connu par tous, donc polysémique, peut être un adjectif ou un nom… la racine latine=organisation de la cité, gouvernent des affaires publiques

On a une vision avec un coté sinistre (député par ex) mais également un côté qui renvoie une idée de noblesse, la politique qui est là pour faire en sorte de changer les choses.

Vision donc négative et positive, l’idée de politique renvoie à un champ d’action spécialisé, un petit monde qui s’occupe à plein temps des affaires politiques (un champ politique) qui est autonome, spécialisée et de plus en plus professionnalisée, des personnes gagnent leur vie en faisant de la politique, c’est la professionnalisation politique

Il existe une cassure : eux et nous, cette différence forge une définition du politique en science politique, en science politique on apprend à se défaire des prénotions



Le politique est un processus qui vise à régler les problèmes présents dans nos vies, à créer des règles communes pour des problèmes communs, règles sociales... (Produites dans le champ politique) ces règles s’installent dans nos vies légitimement car ont considère qu’elles sont juste et indispensable d’après la volonté générale. Des institutions sont là pour les faire respecter ex : police

On peut facilement se détourner de LA politique mais bcp moins de LE politique, car on appartient à une société et à ses problèmes. Environ 15% environ des gens se disent intéressés à la politique.

Ne pas s’intéresser à la politique c’est tout de même prendre position donc on participe tout de même à la vie politique



Avec la réaction des gens un fait social peut devenir politique ex : gilet jaune, ou même la peinture ex Guernica de Picasso, cela prend une dimension politique car il dénonce tout tas de chose, la musique également…

Pas d’intentionnalité politique à la base mais ce qui est produit va avoir une dimension politique, il y aura des effets directs sur un fonctionnement de la société, cela créera des débats des divisions... par exemple la musique n’est pas directement politique lorsque l’on parle de l’idée de musique, mais kery james par exemple fait de la musique engagée qui devient alors politique.

Le risque est de se dire que tout est politique, cela s’appelle la « la politisation du moindre geste »

Les faits politiques existent car on les étudie comme tels, construire une question politique sur un fait social est possible sur presque tout, tout est question de la réception dans la société ex : réaction attentat France vs réaction attentat afghan

La contingence : la même act social n’est pas tout le temps et partout politique, tout dépend de la politisation du fait social ex : politisation du travail des enfants, jusque seconde moitié 19eme siècle enfant travaillent et cela ne pose pas de soucis, mais évolution de la vie politique change les attentes de la population, on veut que les gens votent sur la longue durée, donc les gens doivent être éduqués, donc doivent aller à l’école, alors les enfants ne doivent plus travailler dans les champs et les mines -> le travail des enfants devient politisé/ de même pour le statut des femmes toujours en évolution.

Il existe aussi une contingence géographique EX : jeune fille musulmane met un voile pour aller à l’école aux états unis personne ne s’en rendra compte VS école en France débat lois livres…

Des activités concurrentielles : la vie politique est animée par une compétition, une concurrence, une importance est apportée aux rapports de forces et aux conflits, qui ne sont pas des anomalies sociales, ce sont des moteurs de la vie politique, comme le disent joseph A. Schumpeter et également pierre Bourdieu

N’oublions pas que la démocratie c’est la capacité d’assumer collectivement que nous ne sommes pas d’accord !

On observe donc directement les oppositions des partis politiques des politiques professionnels...

Tous les individus sont potentiellement concernés par ces logiques concurrentielles, il y a une concurrence pour faire reconnaitre l’urgence d’un problème, les groupes en lutte veulent imposer la prise en charge de leur problème, et la manière dont on fait exister un pb dépend bcp de ces luttes Ex : lrsq le sida apparait fin 80’ ce n’est pas directement un problème, l’épidémie touche d’abord les homos qui veulent rapidement la régulation de cette épidémie, mais en face d’eux bcp disent que si ils étaient pas gay ils n’auraient pas de sida donc ils n’ont qu’à ne pas être gay, mentalités de l’époque, ces contres mobilisations empêchent la prise en considération rapide, mais petit à petit les autres sont également touchés donc le combat contre le sida devient plus général.

Représenter des groupes sociaux : ces rapports de forces sont souvent construits et animés par des représentants, des individus qui arrivent à exprimer une opinion au nom d’un collectif, cette capacite à se prévaloir d’un collectif est un coup de force symbolique.

On s’intéresse en science politique à comment certains individus essaient d’exprimer une opinion auprès d’un collectif

La société se dote ensuite de normes comme par exemple travail des enfants qui n’existent plus, l’enjeu est la construction d’un ordre ou d’une norme partagé(e), qui est fixé(e) par des institutions, des procédures qui vont peu à peu organiser des dimensions tjrs plus précises/fines de notre vie, l’intégralité de nos vie fait l’objet de productions de normes, par exemple comment a-t-on le droit de : naitre mourir aimer manger faire des enfants éduquer.. ?

On ne peut éviter ces normes nous sommes obligés de nous y confronter puis de choisir ou pas de les mettre en débat, on ne peut échapper aux normes des institutions politiques, a moins de rentrer en révolution, de fuir, d’être dans l’inégalité.

18sept.

La politique est un « jeu », non pas ludique mais sérieux, dans le sens d’une concurrence codifier par des règles et dont tout le monde ne sort pas vainqueur, elle est d’abord un jeu relationnel, avec une très forte interdépendance des acteurs politiques, ils se positionnent les uns vis-à-vis des autres, jeu stratégique.

Un jeu aussi collectif, une affaire d’organisation, comme les partis politiques, les syndicats, les mouvements politiques, les groupes d’intérêts, on doit y porter bcp d’importance pr éviter une personnification de la vie politique. Enfin, c’est un jeu avec des règles, autant formelles qu’informelles, certaines sont écrites votées définies identifiables qui peuvent donner lieu à des sanctions, mais également des règles informelles, qui se constituent grâce à l’usage des institutions, créés par des acteurs de ces institutions, il faut comprendre comment les règles dont on parle sont parfois détournées contournées par les acteurs politiques eux-mêmes

Ex : pour se présenter aux élections présidentielles, il faut des gros financements c’est une règle du jeu mais pourtant non écrite dans les règles formelles, il faut également quelque chose qui relève d’une organisation politique (comme un parti), des connaissances pratiques… sans ces règles informelles vous ne pourrez être candidat. La science politique permet de comprendre et connaitre ces règles informelles, elle nous permet de ne pas seulement écouter ce qu’il se passe, mais d’apprendre à nous poser des questions de fonds...

« La fabrique de l’histoire » -> P.P

La manière dont on fabrique l’histoire et dont on la raconte est un enjeu passé et présent

(howard zinn)

**LEÇON N°1. L’INVENTION DE LA POLITIQUE MODERNE (1789-1905)**

Moderne signifie contemporain

Max weber : les professionnels de la politique sont celles et ceux qui vivent pour la politique (activité) et par la politique (source de revenu)

La professionnalisation politique est le résultat de très long processus, l’autonomisation du champ politique. Cad l’activité politique devient une spécialité indépendante d’autre sphères d’activité, comme la sphère religieuse.

Cette autonomisation n’est tjrs pas complète, il reste des liens complexes entre différentes sphères d’activités

En 89 il y a un bouleversement qui va poser les bases de la politiques modernes et donc de la professionnalisation politique

**Section 1. Un siècle d’expériences politiques et constitutionnelles (1789-1871)**

En 82 ans, on change presque 6 fois de régime, 1789 a ouvert une très grande période d’instabilité politique, 80ans 11constitutions (sur le P.P) succession de régime (république, directoire, empire, monarchie). Le pays est déchiré entre l’hypothèse d’une république et l’hypothèse d’une monarchie

A/ 1789-91 : La Nation souveraine et sa représentation parlementaire

La révolution est à la fois un changement de régime mais également un moment de bouleversement complet, on remet tout en question, cette période crée une zone d’incertitude qui provoque bcp de tumulte, de troubles sociaux. On passe d’une source de souveraineté transcendantale (avec le roi divin) qui est en crise depuis longtemps (moyen-âge ) le roi serait non pas seulement ici envoyé de dieu mais il aurait également un lien avec le peuple et il le représenterait, Hobbes dit que la souveraineté repose sur un acte de délégation, si le souverain peut gouverner c’est aussi pcq le peuple a lui aussi renoncé à la souveraineté, pour que le pouvoir soit acceptable il faut une légitimité dans le peuple et non pas seulement divine. Au moment de la révolution, le pouvoir passe des mains du roi a celle de l’assemblée national, qui ne représente pas le peuple, elle incarne d’abord la nation. La référence au peuple va s’affirmer à partir de 89, car 89 reflète une rupture plus globale dans l’organisation sociale, on sort d’une société hiérarchique et d’un lien mystique. Cette rupture puise ses racines ds des mouvements de fonds, racines sociales de la révolution française. C’est l’aboutissement d’un climat intellectuel et politique intense, le siècle des lumières, le progrès la science le devoir l’ordre social... Ces idées qui imprègnent les débats au lendemain de la révolution, n’ont pas à elles seules provoqué la révolution. La montée en puissance de la bourgeoisie en tant que classe sociale est une cause de la révolution, des formes de capitalisme apparaissent et certains s’enrichissent donc grâce au commerce, ce qui crée une classe bourgeoise, qui n’a point d’accès aux responsabilités politiques (seulement noblesse et clergé le pouvaient). La pression des bourgeois est accentuée par des modèles étrangers, comme la révolution anglaise et l’établissement du bill of right, imposé par la force aux souverains d’Angleterre à la suite d’un mvt révolutionnaire. Également la révolution étatsunienne en 76.

Au moment de la révolution française on vise une monarchie parlementaire et non pas une république, personne ne savait vraiment ce qu’il faisait, c’est tout d’abord un soulèvement.

5mai 89, ouverture états généraux (clergé noblesse tiers états) en raison difficultés financières de l’époque, 174 ans qu’ils n’avaient pas été réuni, il n’y a pas d’idée de révolution à ce moment-là, c’est l’organisation de ces états généraux qui vont crisper les esprits. Problème du vote, vote par tête ou par corps, dans les 578 député tiers états, il y a bcp de profession de droit, qui vont entrer dans un combat constitutionnel. 17 juin cessations tiers états, qui se proclame alors assemblée nationale. 20 juin 89 serment du jeu de paume. Lors de ces 3 dates, un processus s’invente au fur et à mesure qu’il avance, ils agissent progressivement, et l’idée de changement de régime évolue petit à petit, radicalisation. Il n’y a pas en 89 de projet de république, la révolution est d’abord bourgeoise et libérale, ils veulent tout d’abord combattre la monarchie, et combattre les libertés d’entreprendre et de liberté privé, l’urgence pour eux est de constituer un socle nouveau, et le 26 aout 89 la DDHC, permet de déclarer un renversement des politiques de souveraineté. La république est assez inattendue, on s’y dirige avec le débat sur le veto royal du 28 aout 89, division entre partisan du veto royale et partisan contre veto royale, il y a alors la première apparition du clivage droite gauche. Hypothèse d’un régime sans roi, et donc hypothèse d’une république, hypothèse renforcée par la fuite du roi, qui les trahit. Nous devons donc inventer un régime politique sans roi. A partir de là émerge alors le projet républicain. Premier projet de constitution en 91

B/ 1792-93, la radicalisation républicaine

Constitution n’est pas appliquée, car c’est le chaos, période de disette, en avril 92 la France entre en guerre contre royaume de Prusse, crise éco + guerre. Et la « nationalisation.. de jsais pas quoi », pousse la France presque en guerre civile.

Tous ces troubles empêchent la mise en place de la constitution, cela débouche sur une radicalisation des républicains, qui sont énervés, le 10 aout 92 éclate la commune insurrectionnelle de paris, prennent les tuileries… panique de révolution. L’assemblée nomme alors un conseil exécutif provisoire de 6 ministres, et la période de la terreur apparait. 93 comité de salut public, 2eme période de terreur…

Caractère hasardeux et incertains de la mise en place de la république, elle n’est pas consensuelle, on l’impose par la violence. Ensuite, 89 ouvre 1siecle de combat entre républicains et monarchistes, mais où est alors le peuple ? il est notamment l’électorat, manière d’attribuer un rôle politique à l’ensemble du peuple

C/ De l’électorat comme fonction (1791) au suffrage universel (1848)

Les révolutionnaires choisissent l’élection comme mode de choix des représentants, ce n’est pas un choix seulement de démocratie, mais plutôt d’aristocratie. On invente alors l’électorat, l’élection est choisie pour limiter l’invitation du peuple dans les affaires politiques, l’objectif du vote est de designer les plus capable, les meilleurs. L’électorat est une fonction, seulement pour voter les représentants, ou plutôt de venir ponctuellement valider le fait qu’une lignée politique gouverne. « Le bon représentant »

A partir de 91, « le cens » suffrage censitaire, pour voter et se présenter il faut payer, être donc d’un certain statut social. Il faut avoir + de 25ans et payer une somme égale à la valeur de 3 journées de travail, bcp de pop ne prend pas part au processus électoral. Il y a également des limitations des candidatures, seuls ceux qui possèdent une propriété peuvent être élus. Ce mode de suffrage est plutôt stable et ne va évoluer que sous la pression des révoltes, il y a plusieurs révoltes, qui vont obliger les gouvernants à remettre en question le mode de suffrage, il y a la révolution de juillet sous Charles X, il travaille avec une assemblée contenant des députés libéraux qui veulent une amélioration démocratique. Charles dissout alors l’assemblée et renforce le cens, provoquant le soulèvement du peuple parisien, et on passe à la monarchie de juillet.

Nouveau soulèvement contre louis Philippe en 48, ce dernier abdique, et ce soulèvement permet l’adoption du suffrage universel masculin en même temps que la 2eme république, décret 5mars 48, tous homme âgé de 21 et jouissant de leurs droits civils peuvent devenir électeurs, explosion du corps électoral (de 250 000 votants à 9 000 000) ce suffrage va être conservé par le second empire avec napoléon, qui transforme ce suffrage en un outil de plébiscite, il fait voter sur ce qu’il veut faire valider, ce vote ne passe plus par le cens mais passe par les candidatures elles-mêmes, napoléon présente des candidats officiels, les élections ne sont donc pas concurrentielles. Tout le 19eme est agité autour de la place du peuple, l’instauration de la 3eme rep, ne correspond tjrs pas à une reconnaissance évidente de la place du peuple, marquée par des affrontements violents par rapport à la question « qui gouverne ? » on va alors voir se dessiner progressivement l’organisation de la vie politique moderne.

**Section 2 : naissance de la république parlementaire**

En 70 la rep s’engage dans un processus très long qui va faire qu’elle sera de moins en moins contestée, elle est un régime par défaut, elle apparait dans un contexte chaotique,

A/ 4septembre 1870 : retour imprévisible de la rep

Elle semblait avoir disparu en 52 avec le second empire et napoléon III, mais retour en 70 de la 3eme rep, qui commence par une défaite lors de la guerre contre la Prusse, la rep est installée comme un régime d’attente, par défaut « pcq qu’il n’y a plus que ça ».

Période de très forme indétermination du régime, qui mettra énormément de temps à se doter d’une constitution.

1.la rep sans les républicains :

En juillet 70 nap III déclare la guerre à la Prusse, mais défaite et 2sept 70 l’armée capitule et nap est emprisonné. Dans l’assemblée de l’époque il existe tout de même des opposants de nap, cette opposition notamment mené par León Gambetta plaide pour l’abolition du régime. Ils rassemblent alors les républicains a l’hdv de paris et c’est le 4sept 70 que la république est proclamée, cette rep proclamée n’a pas de forme très précise, gouvernement provisoire, militaire avec général Trochu et des républicains, face à cette république les monarchistes qui sont dominants réagissent, en 2mvts, il y a les orléanistes qui plaident pour la monarchie parlementaire, et les légitimistes qui veulent une restauration monarchique. Organisation alors très rapide d’élection, les républicains veulent prouver que l’instauration de la rep peut établir un ordre. Mais cet objectif d’organisation d’élection est réalisé dans un contexte très difficile.

2.situation militaire et politique de la France :

Alors que les républicains déclarent la république et que d’autre s’y opposent, la guerre ne cesse pas et continue le conflit avec la Prusse, les républicains pensent que la république peut gagner la guerre contre la Prusse, mais les prussiens défoncent l’armée française et arrivent à paris 18sept 70, elle encercle paris. Le peuple parisien livre alors une grosse bataille, le siège est tellement dur que l’armée française ne gagne que très peu. Le gouvernement provisoire capitule alors et on signe une convention d’armistice avec Prusse en janvier 71, et traité francfort en mai 71, et donc une dette de guerre pour la Prusse + annexion alsace lorraine. Parallèlement on essaie tout de même d’organiser des élections, qui auront lieu le 8fevrier 71, ce dont on parle durant ces élections ce n’est pas la question de quel régime est le mieux mais plutôt de la paix et de la guerre. Cette campagne électorale va diviser les camps politiques qui se forment à ce moment-là, avec d’un côté les royalistes et les monarchistes (qui veulent la paix) et les républicains qui veulent la poursuite des combats. Pendant cette campagne émerge une figure politique de cette époque c’est Adolphe Thiers. C’est un historien, homme de lettre auteur d’une histoire de la vie politique en 20hommes. Partisan d’une monarchie constitutionnelle sous modèle anglais et très actif sous la monarchie de juillet. Puis se rallie à la rep en s’opposant à napoléon, est élu député de paris en 63 et affirme clairement ses orientations républicaines. En 71 Thiers apparait comme une figure consensuelle, il incarne cette hybridité du régime. Républicain mais modéré, anciennement monarchiste… plait donc un peu à tout le monde et va jouer un rôle déterminant dans la stabilisation du régime, cette stabilisation débute lors des élections législatives du 8 février 71

3. élections législatives du 8/02/71

On voit que l’idée républicaine est très peu diffusée dans la société. Ces élections sont tout d’abord marquées par une forte abstention, et ce qui ressort des résultats c’est une domination sans partage des monarchistes qui gagnent très largement les élections. Résultats sur le P.P.

Ce vote pour les monarchistes est surtout pcq ils promettent la paix au peuple. Il faut donc très rapidement trouver un chef de gouvernement de cette assemblée. Adolph Thiers devient alors chef du pouvoir exécutif de la rep française le 17fevrier 71, et a à cette époque 74 ans, il n’est pas président de la république. Il est chef du pouvoir exécutif, car les monarchistes ne veulent pas de président mais un roi, les monarchistes acceptent qu’il exerce ses fonctions sous le contrôle de l’assemblée et avec le concours des ministres (concourir veut dire participer) qu’il aura choisi et qu’il présidera. Thiers est nommé mais aussitôt qu’il accède à son poste les monarchistes tentent de faire évoluer le régime. L’assemblée nationale siège à bordeaux car paris est occupé, le 10 mars 71, Thiers fait signer le pacte de bordeaux qui consiste au report de la question du régime… laissez-nous finir la guerre, rétablir un ordre social, puis ensuite nous parlerons du régime. Thiers demande en toute sincérité qu’il y a autre chose à faire, il ne dit pas tout ça pour attendre puis mettre la république, il est sincère.

Puis en mars on se déplace à Versailles, Thiers est en face d’un gouvernement hybride, et continue de négocier la paix avec la Prusse. En mars 71, il y a un tournant décisif pour la rep :

B/la commune de paris et la commune provisoire de la France :

Le régime républicain va s’affirmer comme émanation du peuple et comme une barrière contre les interventions populaires dans les affaires publiques.

1.la commune de paris :

C’est d’abord une insurrection populaire, qui apparait 2 jours avant l’installation à Versailles. Opposition entre partie du monde ouvrier et une partie de l’armée, gardes nationaux, hostile à la capitulation de la France (à cette époque paris est un siège alors l’armée et le peuple vivent ensemble) (les parisiens sont alors contre les monarchistes et républicains modérés car refus de capituler). Contexte de refus de capitulation et pb sociaux importants nourriture prix etc… 18 mars 71, armée régulière française vient chercher les canons de paris qui étaient payés par les parisiens, qui refusent donc et protestent, l’armée qui vivait avec le peuple et qui se battait avec le peuple (pas l’armée régulière) protestent avec le peuple et tire avec les canons sur l’armée régulière française (regarder sur internet le contexte) Thiers évacue alors paris

En mars 71 s’installe le pouvoir révolutionnaire et déclare l’autonomie de paris, en tant que commune de paris. Elle organise de suite des élections et il y a une nette majorité de républicains révolutionnaires qui sont socialistes anarchistes… ces élus parisiens prennent tout une série de décrets qui sont révolutionnaires pour l’époque :

-maximum salaire

-séparation église état

-action sociale très poussée, mesure favorable aux femmes, remises des loyers…

Qu’est-ce qu’il se passe à paris ?

Il y a 2 lectures de ce qu’il se passe :

-on dit que ce n’est pas vraiment un mvt socialiste mais plutôt l’expression des républicains extras, qui utilisent la commune pour contrer les monarchistes etc…

-c’est également l’apparition d’un premier modèle de ce que pourrait être un modèle socialiste, de gouvernance du peuple.

Karl Marx salue l’expérience de la commune de paris, salue toutes les décisions égalitaires des répartitions des richesses etc enclenchées par la commune de paris, mais il la critique en même temps : les élus parisiens ont passé bcp de temps à organiser le fonctionnement social et économique de la commune et pendant ce temps les révolutionnaires parisiens ont oublié de faire la guerre, de se préparer à la guerre. En effet ce que fait la commune provoque une contre révolution qui se prépare à Versailles, il aurait fallu selon Marx que le comité de la commune se prépare à faire la guerre contre l’assemblée, d’après Marx le prolétariat devrait se doter d’une garde révolutionnaire capable de faire la guerre. Il dit ça car la commune va être écrasée dans le sang, il va y avoir une répression très violente entièrement commandée par Thiers lui-même, au début le gouvernement versaillais est pris de cours, pcq une grande partie de larmée française est en Allemagne et se bat. Thiers demande alors à Bismarck (le leader prussien) de lui rendre des prisonniers de guerre, et constitue une armée de 170000 hommes et qui vont aller exterminer les communards qui sont non entrainés etc, en mai 71, semaine sanglante a environ 35000 morts dont 20000 exécutions (mur des fédérés), le 28 mai les versaillais ont repris le contrôle de paris. La violence d’état contre la commune est utilisée par Thiers pour faire une démonstration de force, Thiers veut prouver aux monarchistes que la république n’est pas synonyme de désordre, la répression de la commune est féroce et méthodique, on prend le temps de tuer les gens. Cette répression-là montre aux forces les plus conservatrices de l’assemblée que le régime a su défendre la propriété privée, l’ordre moral, et la hiérarchie sociale.

La commune de paris c’est la première fois depuis 89 que le peuple affirme sa capacité à gouverner seul, (jusqu’ici le peuple avait une place faible) la commune affirme une démocratie quasi directe, la commune et la répression va durcir un discours sur le peuple, la commune, elle, est issue de la volonté populaire, et affaiblie donc les tentations révolutionnaires. Statut très étrange du statut révolutionnaire. Le peuple devient une figure mythique qui va permettre de donner une légitimité du régime, qui sera utilisé pour aller mater les mvts révolutionnaires (paradoxal) Petit discours sur le P.P

L’investissement non autorisé dans la rue par le peuple est considéré comme illégitime. Une fois qu’elle s’est exprimée et que la république va être créée, la volonté du peuple ne sert plus à rien

On dote le régime d’un hymne d’un drapeau... mythologie républicaine, la place ambiguë du peuple se voit dans paris, bcp de statue incarne la souveraineté populaire (statue sur le P.P)

La réaction vis-à-vis de la commune va être de rejeter ces mvts populaires pour construire un ordre politique stable qui va se doter de ces propres règles du jeu, la référence au peuple est une réf mythifiée

Thiers va donner la première impulsion vers ce mvt avec la commune. En 71 il rassure les monarchistes mais n’ont plus confiance en lui

2-l’échec de la restauration monarchique :

Conséquence de la répression de paris rend la restauration monarchiste impossible, la seule alternative à la rep disparait alors progressivement. Il y a une impossible réunion des courants monarchistes, Thiers rassure les monarchistes, qui maintiennent encore un peu leur confiance en lui, mais Thiers dans le courant de 71 devient de plus en plus républicain (les monarchistes attendent depuis le pacte de bordeaux, Thiers ne fait rien et en plus laisse entendre qu’il est plus républicain qu’autre chose) il fait ça entre 71 et 72, Thiers dit « La République existe, elle est le gouvernement légal du pays ; vouloir autre chose serait une nouvelle révolution, la plus redoutable » alors les monarchistes (les 2mvts) sont pas d’accord du tout, et ils tentent sans succès de rétablir la monarchie. Les monarchistes se rendent compte que les idées républicaines progressent dans la société. Les monarchistes (les 2) prennent Albert de Broglie comme figure. Ils accusent Adolph Thiers d’avoir changé de camp sans débat à l’assemblée.

Il y a des élections en 1873, et les républicains gagnent encore du terrain, et les monarchistes veulent alors que Thiers dise s’il est de la république ou pas. « Tout gouvernement doit être conservateur et nulle société ne pourrait vivre dans un gouvernement qui ne le serait point. La République sera conservatrice ou ne sera point […] La République est le régime qui nous divise le moins » (Adolphe Thiers, 19 mai 1873). Il y a alors renversement par la majorité monarchiste de Thiers à l’assemblée, et alors le maréchal Mac Mahon est élu 24 mai 73 comme président de la république. Les monarchistes créent une fonction présidentielle qui leur permettent de préparer le retour d’un roi. « Le pouvoir est confié pour sept ans au maréchal de Mac Mahon, son pouvoir continuera à être exercé avec le titre de Président de la République et dans les conditions actuelles jusqu'aux modifications qui pourraient lui être apportées par les révisions constitutionnelles » (19 novembre 1873). Il y a alors une république gouvernée par 2 monarchistes (de Broglie est chef de gouvernement), on est alors en « république des ducs », tout est alors prêt pour que la restauration s’enclenche. Mais les monarchistes n’arrivent pas à s’entendre entre monarchie absolue et monarchie parlementaire, mac mahon et de Broglie mettent alors une politique d’ordre moral, qui est très conservatrice appuyée sur la frange la plus traditionnaliste de l’église. On lutte contre la propagande républicaine, mise en place surveillance des journaux, retire les bustes de Marianne des mairies. Cette politique exaspère la population, ainsi que les orléanistes… effet contre-productif. Ensuite conflit du drapeau. Mac Mahon s’oppose finalement à la monarchie proposée par les légitimistes. Automne 73, on passe très près d’une restauration, ce sont les monarchistes qui ratent la restauration. Les monarchistes permettent alors malgré-eux l’enracinement de la république.

C/ Les lois constitutionnelles de 75

« L’amendement wallon », L'amendement Wallon est un [amendement](https://fr.wikipedia.org/wiki/Amendement_%28loi%29) voté par l'[Assemblée nationale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Assembl%C3%A9e_nationale_%281871%29) française le [30](https://fr.wikipedia.org/wiki/30_janvier) [janvier](https://fr.wikipedia.org/wiki/Janvier_1875) [1875](https://fr.wikipedia.org/wiki/1875), instaurant, dans le cadre de la [Troisième République](https://fr.wikipedia.org/wiki/Troisi%C3%A8me_R%C3%A9publique_%28France%29), l'élection du [président](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pr%C3%A9sident_de_la_R%C3%A9publique) à la majorité absolue des suffrages par le [Sénat](https://fr.wikipedia.org/wiki/S%C3%A9nat_%28Troisi%C3%A8me_R%C3%A9publique%29) et par la [Chambre des députés](https://fr.wikipedia.org/wiki/Chambre_des_d%C3%A9put%C3%A9s) réunis en « [Assemblée nationale](https://fr.wikipedia.org/wiki/Assembl%C3%A9e_nationale_%28IIIe_R%C3%A9publique%29) ». L'amendement d'[Henri Wallon](https://fr.wikipedia.org/wiki/Henri_Wallon_%281812-1904%29) est apporté à ce qui devient ensuite la [loi constitutionnelle du 25 février 1875](https://fr.wikisource.org/wiki/Lois_constitutionnelles_de_1875#Loi_du_25_f%C3%A9vrier_1875_relative_%C3%A0_l'organisation_des_pouvoirs_publics), l'une des trois [lois constitutionnelles de 1875](https://fr.wikipedia.org/wiki/Lois_constitutionnelles_de_1875). Au-delà de cette question de pure procédure, c'est en réalité la nature du régime que l'amendement Wallon définit.

Cet amendement rend le président comme élément du régime, élément stabilisé par le parlement lui-même. Cet amendement c’est la fin du projet monarchiste.

Lorsque l’amendement est voté les orléanistes et les républicains modérés procèdent par loi constitutionnelles, ce qui amène au vote de 3 lois constitutionnelles entre janvier et juillet 75 :

- 24 février 1875 : loi constitutionnelle sur le Sénat.

- 25 février 1875 : loi constitutionnelle relative à l’organisation des pouvoirs publics.

- 16 juillet 1875 : loi constitutionnelle sur les relations entre les pouvoirs.

La constitution qui se dégage est plutôt orléaniste, et la possibilité de remettre un roi reste facile.

D/ De la crise du 16 mai 1877 à la « constitution Grévy » : l’institutionnalisation du parlementarisme

1-fondement crise

On observe 3 moments de la naissance de la république : 70, 75, 77.

En 77, les républicains arrivent à la tête de l’assemblée national. En 76 il y a des élections générales, tous parlementaires sont renouvelés, et il y a un renversement complet de rapport de force entre monarchistes et républicains (363 députés républicains contre 155 conservateurs) terminé pour les légitimistes. En 5 ans, les républicains renversent complétement le rapport de force. Large domination républicaine mais sénat tout de même monarchiste et Mac Mahon président, il y a alors une crise. Jules Simon devient président du conseil, considéré bcp trop à droite pour les républicains et bcp trop à gauche pour mac mahon. Leon Gambetta pousse alors jules Simon sur ses retranchements à cette époque. Mac Mahon vire jules Simon en disant qu’il est trop républicain. Il y a alors une crise.

2- la crise

La crise éclate le 16 mai 77, à propos de la place de l’église catholique dans la société. A cette époque le Vatican veut restauration église etc, ce qui agace les républicains, et Gambetta s’emporte au parlement en disant que c’est inadmissible… et déclare « le cléricalisme, voilà l’ennemi ! », dans une société très partagée. Jules Simon ne dit alors rien, et mac mahon écrit une lettre à jules Simon et lui reproche son silence pour le virer. Et mac mahon nomme alors de Broglie dans une assemblée républicaine… et les chambres sont ajournées pour un mois, et de Broglie doit alors nommer un nouveau gouvernement…

- 19 mai 1877 : Chambres ajournées pour un mois, De Broglie doit constituer un nouveau gouvernement

- 20 mai 1877 : 363 députés de l’aile gauche des républicains dénoncent le fait que « le gouvernement ait été appelé aux affaires contrairement à la loi des majorités qui est le principe des gouvernements parlementaires ».

- 25 juin 1877 : dissolution de la chambre après accord du Sénat, nouvelles élections prévues pour octobre

On reconvoque alors des élections, campagne électorale très mouvementée, Gambetta prononce à Lille un discours et dit « il faut se soumettre ou se démettre ». En gros si vous perdez partez. En octobre 77, lors des élections, les républicains gagnent et les légitimistes reconnaissent que c’est terminé et se demandent si on redissout encore l’assemblée. Mac mahon prononce un discours « La constitution de 1875 a fondé une république parlementaire en établissant mon irresponsabilité (devant la Chambre) et en instituant la responsabilité solidaire et individuelle des ministres » il démissionne en 79, suite aux élections sénatoriales qui donnent victoire aux républicains, qui vont alors pouvoir républicaniser la république.

3. L’aboutissement institutionnel : la « constitution Grévy »

En 79, les républicains élisent un nouveau président qui est jules Grévy, et il enracine définitivement les lois constitutionnelles, il est républicain et est largement élu. Grévy renonce implicitement à son droit de dissolution, laisse entendre que le président de la république n’a pas à dissoudre l’assemblée, et il crée une coutume, on instaure un régime dans lequel le parlement devient le centre de la vie politique et le président s’efface au profit du parlement. C’est ce qu’on appelle la constitution Grévy.

E/ L’enracinement de la République et la démocratisation inachevée du régime

La diffusion des idées républicaines est autant une cause qu’une conséquence de l’instauration de la république. Les républicains dès 70 se battent à l’extérieur des institutions puis à l’intérieur pour faire progresser les idéaux. Une fois au gouvernement ils vont utiliser les moyens de l’état pour faire progresser la légitimité du régime. Une des voix que suivent les républicains c’est le renforcement des libertés publiques

1- le renforcement des libertés publiques

Veulent ouvrir le plus largement possible l’expression des idées du peuple. Période déterminante pour la construction de la vie politique dans son ensemble, ces lois qui sont votées sont tjrs actuelles :

* Loi sur la liberté de réunion, 30 juin 1881
* Loi sur la liberté de la presse, 29 juillet 1881
* Loi sur la liberté syndicale, 21 mars 1884 (loi Waldeck-Rousseau)

Loi presse fait de la France le pays le plus libre sur la presse.

2- la républicanisation des institutions

La républicanisation des institutions, les 2 chambres décident de s’installer définitivement à paris, seul le congrès reste à Versailles, en 79, on adopte la marseillaise et 14 juillet fête nationale, on réécrit l’histoire de la révolution.

L’imagerie républicaine passe par des lois massives, et on prend bcp de temps pour l’éducation, il y a donc 81 et 82 (Loi du sur la gratuité de l’école (16 juin 1881) pour sur l'obligation et la laïcité (8 mars 1882), c’est un slogan car l’école est encore tout sauf laïque et gratuite, il faudra bcp d’année avant que ce soit à peu près respecté. Même actuellement. « Les hussards noirs » à l’époque.

Seconde révision des lois constitutionnelles, 14 août 1884, ces lois suppriment les cessions de prière avant les cessions parlementaire, supprime dissolution par le président, stipule que les membres des familles qui ont régné sur la France sont inéligibles.

Les républicains s’appliquent à encourager les dynamiques sociales et tentent d’enraciner ces dynamiques, ils peuvent le faire pcq la société française connait des bouleversements considérables à l’époque, la république s’accompagne de grandes transformation sociétale etc…

**Section 3 : la grande transformation**

A/ La société française au tournant du XIXe-XXe siècle : une société en mutation lente

Une société face à des situations sociales et économiques qui sont la toile de fond de la vie politique française

3 impulsions majeures

- Evolution démographique et urbanisation lente (*Les Mystères de Paris* d’Eugène Sue, 1842-43)

- Transformations économiques, capitalisme se développe et aménagement du territoire

- Forte stratification sociale (la blouse et l’habit ; noblesse, paysans, ouvriers)

Urbanisation se met en place, France pays le plus peuplé d’Europe occident, les villes se développent, il y a des villes de tailles importantes là où il y a des industries, Saint-Etienne par exemple. (19eme siècle population urbaine de Roubaix augmente à 1380%)

La population des villes explose, pas de logements, villes peuplées par classes ouvrière, entassée dans des appartements délabrés, sans emploie, chômage…

Les villes deviennent un enjeu politique, le baron Haussmann redessine paris… le capitalisme se développe et aménage le territoire. On va changer les rapports entre l’état et le capitalisme. Le capitalisme pur de l’époque va poser question, tout d’abord pcqu’il est très dur envers les travailleurs et surtout pcq l’on est dans un pays avec peu de consommation, les capitalistes se tournent vers l’état en disant on a besoin de soutien pour pouvoir se développer. Ex avec la construction des chemins de fer (première à Saint-Etienne). Notamment demandé par les industriels. L’état intervient de plus en plus ds l’économie, il aménage l’économie.

De plus il y a la stratification sociale, façon dont les différentes Strat de la France s’isolent des autres. A cette époque la France est très stratifiée. Appartenir à telle ou telle catégorie sociale implique d’adopter des modes de vies, des comportements, des aspects physiques extrêmement différenciés, mondes sociaux qui s’ignorent. « La blouse et l’habit »

En fonction des catégories vous ne parlez pas pareil vous ne mangez pas pareil… société se stratifie dans des classes sociales qui évoluent fortement (noblesse paysans ouvriers). La noblesse disparait et est remplacée par bourgeoisie avec ceux qui ont rejoint l’économie capitaliste et qui s’enrichissent grâce à cette dernière.

09 octobre

Les paysans sont dominants mais on les entend peu politiquement, ils représentent 60% à l’époque de la pop active (2 ajd) et pourtant assez peu actif politiquement, forte abstention, car condition de vie très dures dans les campagnes, qui sont surpeuplées, logements primaires, pas de congés payés, instruction publique déficiente… par localité au 19eme siècle certains groupes de paysans se révoltent, c’était les jacqueries (détail internet). Changement progressif des conditions sociales des paysans, conditions de vie et de travail s’améliorent doucement, alphabétisation progresse (1870 1 paysan sur 2 est proprio de ses terres) leur statut sous l’ancien régime change petit à petit, quittant alors leur misère, une nouvelle classe sociale émerge, ce sont les ouvriers. Le dvlpt de cette classe sociale est due à l’industrialisation de l’économie, travailleurs peu qualifiés pour tâche répétitive, simple. Cette classe connait une progression très rapide dans la société. Souvent début 19eme siècle on a des paysans qui lorsqu’ils ne peuvent pas cultiver vont travailler à temps partiel en usine. L’industrialisation est tellement rapide que la masse d’ouvrier atteint 30% pop active en 1830 (à vérifier date), mais eux même se sentent comme des pauvres, il n’y a pas de conscience de classe comme dirait Marx. On observe un passage d’une pop ouvrière à un problème ouvrier, qui est lié à l’horreur du travail d’usine. La construction de ces dernières et des grandes mines de charbon débouche sur des conditions de travail ignobles, aucunes législations de travail, travail abrutissant… qui devient un problème public, des gens pas du tout ouvriers vont se préoccuper de leur condition de travail. (P.P étude de louis renet villermet, l’Etat physique et moral des ouvriers) étude de ce médecin mandaté par l’Académie des sciences sociales, le rapport dit qu’ils vont mal, première trace publique de ce que vivent les ouvriers, dénonciation de l’inaction du patronat, et insiste sur la dérive morale de la classe ouvrière, habitude de vie mauvaise, alcool etc.

Ce problème commence à être pris en compte mais les ouvriers restent très éloignés des questions politiques, grèves interdites, syndicats interdits, contexte de domination patronal (exemple du livret ouvrier)

A partir de 1870, des mvts de colère ouvrière apparaissent, ils se révoltent mais contrairement aux paysans ils s’organisent, mvt des cannus à Lyon par exemple, les cannus des ouvriers tisserand, basés dans le quartier de la croix rousse, ils se révoltent et s’organisent, la première révolte datée est de 1831, le roi louis Philippe leur envoie 20000 hommes armés et des canons, nouvelle révolte en 1834, occupent les hauteurs de Lyon et se battent pendant 6 jours contre une armée de 12000 soldats. Et en 1848 plus grosse révolte, les meneurs sont les voraces… (voir internet), ces révoltes sont écrasées dans le sang. Mouvement ludiste (voir internet) est progressivement dépassé et les ouvriers s’organisent mieux. Société à la fois très rurale très compartimentée, dans laquelle les classes sociales qui ne participent pas à la vie politique commencent à s’organiser. C’est dans ce contexte que l’on va voir apparaitre les conséquences du suffrage universel

B/ L’unification du territoire national

1848 suffrage mis en place mais fortement encadré par le second empire. Mais une partie croissante du peuple s’habitue au principe électoral. Introduction de technologie de vote comme l’isoloir, les bulletins anonymes, le bureau de vote… ces technologies ne vont apparaitre qu’à partir essentiellement de l’avènement de la 3eme rep, car c’est à partir de l’instauration de la 3eme rep qu’on voit se structurer une compétition électorale, oppose monarchiste aux républicains. L’organisation des élections devient alors un enjeu, il faut une compétition électorale transparente. On voit alors apparaitre un processus de politisation de la société française, pour pouvoir trancher entre les candidats, il faut s’intéresser aux idées qui sont défendues, et donc s’intéresser à la politique. Il est très compliqué pour plein de gens autant ajd qu’avant de s’intéresser à la politique. Avec le suffrage universel, les électeurs et les candidats vont apprendre des règles du jeu politique. Les individus qui habitent en France peuvent s’intéresser à la compétition politique et y jouer un rôle.

**1. Le développement des communications**

Avant 70, suffrage censitaire, marchés électoraux donc très réduit. Fonctionnement très clientéliste, les électeurs et candidats se connaissent, entretiennent des relations quasi personnelles, certains collège électoraux ont 600 personne, très faible politisation des élections, pas de concurrence électorale, les gens qui se présentent sont des notables (position sociale avantageuse), et peu de concurrence donc pas de programme etc, seulement des liens de dépendances et de clientèle. La séquence 1848-1970 va tout bousculer, en 48 on passe de 260000 à 9000000 d’électeurs, et en 70, on met en place des élections concurrentielles. Mais cela ne suffit pas pour que les gens s’intéressent. Le fait de voter en 70 ne vas pas de soi. Pour les électeurs, le vote à partir de 70 est encore largement vécu et pratiqué comme le prolongement de dépendance sociale, les électeurs votent pour le candidat vis-à-vis duquel ils sentent avoir le plus de dépendance. Le vote n’est pas pensé et pratiqué comme l’expression d’une opinion personnelle.

Certains candidats reprennent les pratiques de clientélisme mais à plus grande échelle, on achète les votes, et on fait jouer la notoriété sociale. Ce qui explique le succès des monarchistes qui ont bcp de notable qui était déjà présent avec le fonctionnement censitaire. Ce n’est pas pcq il y a pleins de monarchiste dans les assemblées que les français sont pour la monarchie. Ils ne votent que pour leur connaissance. Les républicains veulent alors montrer l’apprentissage du vote, et montrer que l’on vote pour des idées.

**2. Les progrès de la scolarisation et l’éducation civique**

Définition P.P

Toute l’histoire de la 3eme république est marquée par processus lent d’appropriation du jeu électoral. On définit les règles d’un jeu politique et les électeurs vont progressivement apprendre à jouer ce jeu. C’est l’élection qui a inventé l’électeur. On observe qu’à force de se répéter les élections façonnent le comportement électoral, l’apprentissage du vote (de démopedie (voir internet)) repose d’abord sur une morale publique que les républicains vont particulièrement développer, ils ont conscience qu’il faut changer le comportement des électeurs pour diffuser des idées qui seront écoutées. Une fois qu’ils sont à la tête des institutions (79) ils vont mettre en place toute une série d’action visant à moraliser les électeurs, c’est l’instruction civique. En France le vote n’a jamais été obligatoire, et quand on ne vote pas, pas de sanction. Il faut alors inventer une sorte de sanction pour les non-votants, qui sera une sanction morale. L’abstention ou le fait de mal voter, est immoral. Voter est un droit mais également un devoir. Dès le 19eme siècle bcp de gens se fichent de la politique, cet acte est dramatisé. Voila par exemple ce qui est écrit dans les manuels de EMC : « **L’indifférence politique est une faute**, dans les deux sens de ce mot, une faute **au point de vue moral**, une faute **au point de vue de l’intérêt** ; c’est l’abandon, par le citoyen, de sa part de souveraineté ; c’est l’abandon par lui de tous les intérêts de la patrie. Il ne faut pas négliger ses affaires ; mais il est aussi sot de négliger les affaires de tout le monde, c'est-à-dire du pays. Une nation indifférente à la façon dont elle est gouvernée ne sera pas longtemps maîtresse d’elle-même ; elle aura vite des maîtres qui seront moins préoccupés de la bien servir que de conserver le pouvoir et qui, pour parvenir à ce but, ne reculeront devant aucune loi funeste, devant aucune guerre désastreuse. C’est pour cela que **le vote** par lequel un citoyen délègue à un autre citoyen sa part de souveraineté **est moralement obligatoire** »

La moralisation seule a peu de chance d’être efficace, elle s’appuie alors sur un équipement très concret du système électoral, les dirigeants républicains on le point commun de trouver la meilleure technologie possible pr organiser les élections, l’isoloir par exemple, charrie une représentation de ce que doit être le vote, l’électeur se retire dans le calme de la société, et vote en son âme et conscience, ce qui implique qu’à l’extérieur de l’isoloir il doit se préparer à voter pour que le moment venu il puisse effectuer un choix éclairé.

Lois de 1881-1882 qui rendent l’école gratuite, obligatoire et laïque

La dimopedie (voir internet) fonctionne et la pratique concrète du vote devient un levier très puissant d’intériorisation des normes politiques. Cad progressivement on assimile le vote à une liberté politique qui est enft une liberté politique très réduite, quand on vote on accepte tout un tas d’opérations qui tendent à nous effacer en tant qu’individus, forme d’anonymat, le choix contraint… mais le vote s’installe comme la principale liberté politique dans une démocratie. La demopedie crée l’unification du territoire national.

**3. La Première Guerre mondiale**

1.P.P

Pour Eugène Weber, la « politisation » de la société française correspond à une lente prise de conscience, notamment de la part des habitants ruraux, que les affaires de la Nation concernent l’individu et sa localité, et les concernent même plus que celles de la communauté locale (« nationalisation » de la société française)

La France tend à s’uniformiser d’après lui. Les identités locales infranationales s’affaiblissent au profit d’un sentiment d’appartenance national.

La société s’intéresse aux affaires nationales. On doit alors se sentir français, ce qui n’est pas évident à l’époque (on parle les patois)

Weber raconte que ce sentiment va se construire sous la république par plusieurs facteurs comme les chemins de fer, développement des communications « plan Freycinet », avec l’idée qu’avec la capacité de réseau on favorise le brassage de la population et également le développement économique.

Également les progrès de la scolarisation et l’éducation civique lois avec Paul Bert et ferry. L’école de la 3eme rep est un entonnoir, on fait rentrer les gens dans un moule ou on apprend 1 seule langue et 1 seule histoire officielle.

Puis finalement avec la première guerre mondiale, la montée en puissance du discours nationaliste d’Etat pousse les dispositifs d’enrôlement militaire, on brasse la population par l’armée

Mais, l’analyse de weber doit être nuancée, les identités locales reculent mais ne disparaissent pas pour autant, dans les travaux de weber on dirait que les identités locales freinent la politisation de la population. Cette vision est très largement nuancée par Maurice Agulhon, qui insiste sur le fait que les républicains vont moins chercher à éradiquer les cultures locales mais plutôt à les enrôler, cad les intégrer dans un discours sur la nation. Maurice rappel que le processus s’est également fait sur un récit national qui a intégré les cultures locales.

Agulhon s’intéresse à la manière dont Marianne devient le symbole de la rep et comment la présence de Marianne dans les mairies suscite des oppositions très fortes entre ceux qui ne veulent être attachés à cette république et ceux qui veulent que chaque mairie soit attachée à UNE république française. Agulhon montre que dans l’instruction publique, on va créer un discours dans lequel le territoire national est indivisible mais il est composé de particularisme local

« Le Tour de France par deux enfants » (1877), relate la traversée de la France par deux enfants partis, suite à l'annexion de l'Alsace-Lorraine par la Prusse, retrouver leur oncle… Les enfants décrivent alors les « régions » qui composent le territoire national (unique), et donne une vision « folklorique » de la diversité culturelle. Ce sont les « petites patries »

LECON N°2 : FORCES POLITIQUES ET CLIVAGES

Forces et organisations politiques vont institutionnaliser leur courant d’idées. Les républicains se dotent de différentes organisations (parti, club…) dans un but de concurrence politique. L’une des grandes taches de la science politique c’est comprendre les rapports de forces entre organisations politiques. Quelles sont les grandes lignes de clivage, de partage politique ? comment se constitue des organisations de plus en plus institutionnalisées ? comment elles se reflètent dans la vie partisane ?

**Section 1 : La France divisée**

La notion de clivage politique est une notion très importante en science politique. Travaux de Lipset et Rokkan, se rendent compte que la structuration de la vie politique en France et états unis n’est pas la même mais ont des points communs. Ils vont essayer de comprendre sur quoi s’affrontent les partis politiques. Ils font l’hypothèse que les clivages partisans reflètent des clivages sociaux. Il y aurait donc des divisions historiques qui traversent la société et la menace. Les partis politiques vont traduire des divisions sociales dans l’arène politique, les divisions sociales évoluent, donc la politique évolue également. Ils vont identifier 4 grands clivages occidentaux.

**A/ Question liminaire : quels clivages politiques en France ?**



**B/ Les évolutions du clivage gauche/ droite**

La première chose à signaler est son relativisme culturel. Aux Etats-Unis les affrontements partisans n’étaient pas gauche droite mais plutôt républicains démocrates. En France ce clivage gauche droite est complétement appliqué au jeu partisan. Le clivage gauche droite est un mythe fondateur, origine mythifiée. Le mythe le plus courant c est l’assemblée nationale 89, des membres du clergé et noblesse vont à l’assemblée créée par membre tiers états, a la cathédrale saint louis. En France dans les églises, on laissait les places honorifiques situé a droite du roi, le clergé et noblesse en arrivant se mettent à droite comme par habitude. Certains membres du bas clergé, vont dire non a cette place, et vont aller s’installer à gauche avec le tiers état. On se retrouve alors avec la droite occupée par clergé noblesse et gauche par tiers états et bas clergé. L’habitude de s’identifier en tant que de gauche ou droite commence dans ces assemblées. Un débat assoie finalement complétement le clivage droite gauche c’est lors du vote du veto royal (voir internet). Le clivage gauche droite est tout le temps invoqué depuis 89. Son rejet parfois évoqué montre qu’il est en permanence présent. Ce qui change c’est le contenue de ce clivage qui va évoluer. Il change profondément au fil de l’histoire politique moderne, et amène un débat incessant sur : qu’est-ce que la gauche et qu’est-ce que la droite. Redéfinissions de la gauche et de la droite et donc de la partissions gauche droite.

La premiere question qui va marquer le clivage gauche droite c est la question du regime.

**1. La question du régime**

L’une des premières oppositions gauche et droite va porter sur la question du régime. Ceux qui se réclament de gauche s’inscrivent dans la filiation de la révolution dont elle revendique l’héritage, vont défendre la république en la présentant comme un acquis de la révolution française, et que c’est un progrès qui sort le pays de l’obscurantisme de la monarchie. Certaines forces de gauche veulent alors le premier régime car napoléon se présente comme le seul capable de sauvegarder les acquis de la révolution. Les forces politique d e droite von au contraire refuser cet héritage de la révolution et vont prôner un retour de la monarchie. 1789 correspond à une dilution de l’ordre moral, on sape un régime qui était fondé sur des hiérarchies sociales qui permettaient la cohérence de la société et qui libère les natures égoïstes. Les monarchistes son eux-mêmes divisés. Ce qu’il faut comprendre c’est que ce clivage autour du régime va s’estomper au point de quasiment disparaitre, car l’option légitimiste s’affaiblie. La droite sa rallie doucement à la démocratie parlementaire. Cette conversion de la droite a la république va se faire en fonction d’un autre clivage. Le lien entre la droite parlementaire et la république va se conforter en 1919.

Maurice Agulhon, dit que la FR notamment orléaniste va se fondre dans l’idée républicaine mais accoutumance. Cette conversation de la droite à la république, va se faire en fonction d’un autre clivage, sous l’influence du ralliement des catholiques à la république. En Février 1892, encyclique Léon XIII : bloc national. Il faut attendre PGM pour que ce lien s’affirme. Les monarchistes, vont se radicaliser et vont pas complètement disparaitre. Ils vont se positionner et rejoindre d’autres clivages, notamment autour du nationalisme, et vont s’appuyer sur montée de l’antisémitisme. Un des marqueurs, c’est la condamnation pontificale de l’action française en 1890. Sous pression rejoint la république.

**2. La question religieuse**

Lors de la révolution française la question du régime et de la religion sont indissociables. La monarchie est légitimée par l’Eglise. La révolution française renverse a la fois la monarchie et l’Eglise. On s’oppose à l’influence sociale de l’église catholique. Cette opposition est l’un des grands thèmes de divisions sociales du 19eme siècle. Dun cote les antis cléricaux et de l’autre les cléricaux. La gauche est en générale très critique à l’égard de l’église. L’objectif va être de soustraire ka population à l’emprise cléricale. Pour des raisons idéologiques et stratégiques. Ils ont bien conscience que tant que les gens seront sous l’influence de l’Eglise ils ne voteront pas trop pour la république. La droite défend la vocation chrétienne de la France. Ces tensions entre cléricaux et anticléricaux, vont amener à des conflits sociaux très intenses. L’intensité de cette question religieuse va tout de même s’affaiblir, notamment avec la loi 1905 de la laïcité. Les catholiques se rallient finalement à la république et la droite a la laïcité, lorsqu’ils ont la garantie qu’elle n’est pas là pour les agresser. La question religieuse change de forme, et elle est tjrs visible par exemple sous la question scolaire. Quand les républicains décident de faire reculer l’influence sociale de l’église ils ont pour première cible l’école. (voir P .P la suite)

**3. La question sociale et économique**

La question sociale, la révolution industrielle etc vont faire évoluer le clivage gauche droite. Ls forces de gauche veulent politiser les classes ouvrières. Toutes les forces politiques de gauche et de droite connaissent des divisions internes et on ne peut pas dire que la gauche et la droite reflètent parfaitement la dialectique marxiste d’ouvrier bourgeois. Les forces politiques de gauche cherchent à faire exister la classe ouvrière en tant que telle. Cherche à organiser la classe ouvrière sans leur donner l’avis. Rapidement on va se poser la question du pourquoi ? est ce qu’on veut détruire le capitalisme (à l’origine de l’exploitation des ouvriers) ou est-ce que l’on veut changer le capitalisme ?

On veut défendre le capital, les forces de droite discutent de la place de l’état au 19eme siècle, on va qualifier le mouvement libéraliste. Mais face a ce mvt, les néolibéraux veulent que l’état régule la concurrence et être arbitre du marché. A partir des année 70, le clivage se brouille, la gauche et « l’accompagnement social du libéralisme » à gauche veut freiner le développement du capitalisme et veut produire un autre système, ce qui est fait en 1936 avec le front populaire. L’accès de Mitterrand en 81, progressivement les partis socialistes vont abandonner l’idée de rupture avec le libéralisme, et vont chercher à l’améliorer, l’accompagner.

**4. Des enjeux complémentaires**

De nombreuses questions dans la société viennent travailler cette question du clivage gauche droite.

Tout d’abord la nation. C’est un enjeu qui va se poser au 19eme siècle, on observe autour de la nation un grand déplacement idéologique. Historiquement c’est la gauche qui parle de nation car elle est assimilée à la souveraineté populaire et s’oppose à la volonté divine. Conception universaliste de la nation. La droite s’y opposait. Ce clivage selon la nation va être bouleversé à la fin du 19eme, avec le mvt nationaliste. La référence à la nation devient plus identitaire, conservatisme. Et également moment ou les ouvriers s’opposent au nationalisme. Tout ça va changer le sens politique qu’on attache à la nation. On se retrouve dans un débat politique permanent.

Ce qu’il faut retenir c’est que l’axe gauche droite n’a jamais cessé d’évoluer, cet axe se recompose sans cesse ce qui explique qu’il est difficile à saisir et donc qu’il fit de moins en moins de sens dans la vie politique d’ajd. Des forces politiques de gauche se sont converties idéologiquement à des mvts où on ne les attendait pas.

Ce clivage va être soutenu et développé par un autre processus qui va marquer la vie politique moderne, c’est la professionnalisation de la vie politique.

**C/ La professionnalisation politique et la lente émergence des partis politiques**

**1. Les notables**

La professionnalisation de la vie politique est le fait que des personnes se mettent à vivre grâce à la politique, c’est leur travail. Sans parti politique on ne peut pas professionnaliser la vie politique. Les partis politiques n’ont pas toujours existé. P. Boutry s’intéresse à la performance des sociétés politiques qui sont des clubs dans lesquels des députés se réunissent et se répartissent par affinité, par ex les jacobins, qui sont des lieux ou se forment des idées pas forcement toujours à visée politique (pas le cas ds francs-maçons). Leur développement va continuer sous l’air napoléonienne, ou on va observer des sociétés d’opposition au régime, qui sont clandestines mais qui laissent courir, par ex la société des droits de l’homme (SDH) = association républicaine qui a rôle impotent pendant monarchie de juillet et sous Nap = première sté qui va ressembler à un parti. A partir de 1832 la SDH crée des sections et se dote d’un organe de presse grâce auquel elle insulte Louis Philippe. Manifeste de la société des droits de l’homme qui ressemble le plus au manifeste de partis (propositions d’idée politique et qui vont se battre pour les défendre).

1868, le second empire commence à tolérer les réunions de ces partis politiques émergents, ils ne sont pas pour autant autorisés, on assouplie seulement la répression. Officialisés en 1901, avec la loi des associations. Pourquoi faut-il autant de temps pour que les partis soient reconnus comme légitimes et légaux dans l’organisation de la vie politique. De 68 à 1901, la vie politique se professionnalise et cela rend incontournable la création des partis politiques, on fait la politique sous un mode bien plus professionnalisé ce qui poussent les acteurs de cette vie politique à s’organiser donc -> les partis.

Premier temps -> le temps des notables, au début de la 3eme rep, la vie politique est dominée par les élites traditionnelles, ce sont des individus déjà présents au moment du suffrage censitaire, puis s’adapte au suffrage universel, s’adapte bien. Être notable définie une position sociale -> aristocrate, bourgeois, proprio foncier, monarchiste, utilise ses ressources (réputation, et argent) personnelles pour se faire élire. Sur les bancs de l’assemblée nationale forte population de notable et donc de monarchiste. Extension politique de leur autorité sociale, c’est parce qu’ils sont dans une position de domination qu’ils sont élus. On le sait grâce à André Siegfried (voir internet) il dit que le pouvoir politique fonctionne comme la ratification de l’autorité sociale évidente. Les notables dont on parle, font de la politique en amateur, cad ils ne vivent pas de la politique, et ne consacrent pas tout leur temps à l’act politique, ils reproduisent ce qu’ils faisaient avec le suffrage censitaire avec suffrage universel

Ces notables vont être concurrencé par le groupe des nvx entrepreneurs politique

**2. Les « nouveaux entrepreneurs politiques »**

Bcp moins doté d’argent et de réputation, mais veulent se faire élire et prétendre accéder aux positions parlementaires. On les retrouve bcp dans les rangs des forces des républicains, ceux que Leon Gambetta nomme à l’époque « les nouvelle classes républicaines ». On y trouve des professions libérales, grandes parties de la bourgeoisie capacitaire (bourgeoisie d’enrichissement) et quelques ouvriers qui commencent à se structurer côté républicain. Ils veulent entrer aux parlements et concurrencer électoralement les notables. L’extension du suffrage universel leur en donne la possibilité, puisque ce qu’est une élection change -> d’un débat privé de quelques privilégiés à un débat public de 9 000 000 d’électeurs.

Les nvx entrepreneurs vont changer les règles du jeu, pour valoriser leurs ressources. Pas d’argent mais savent s’organiser car nombreux, savent écrire, penser… on trouve des lettrés et des intellectuels. Au lieu de présenter un nom et des fortunes aux élections, ils présentent des idées, des programmes, (Belleville), mesures sociales, laïcité, pour tout le pays. Ils déplacent le champ de bataille, créent de nouvelles conditions d’affrontements électoral. « La force du nombre » contre « la force du nom ». Inventent nouvelle manière de faire de la politique. Choses ajd banalisées. On commence les meetings, ils sortent des bistrots et font du porte à porte, ils font une sorte de propagande, quadrille le territoire, veulent toucher tout le monde. Une part de plus en plus importante se consacre à temps plein de cette activité. Mettent de côté leur activité professionnelle, pour s’investir dans les élections. Et ça fonctionne, les succès républicains reposent sur tout ça. Ils s’organisent pour faire reculer les monarchistes. Ce travail d’engagement va petit à petit être structurer par une rétribution financière. On crée en 1889 l’indemnité parlementaire. On veut rendre possible l’engagement des nvx entrepreneurs politiques, car ils n’ont pas de fortune personnelle et arrête leur boulot pour la politique. Si on n’indemnise pas à cette époque les notables auraient gagné. Ces notables réagissent d’ailleurs à ces nouvelles règles du jeu. Leur réaction va créer les professionnels de la politique, qui ne sont ni notable ni entrepreneurs.

**3. Le « professionnel de la politique »**

Le professionnel de la politique est une sorte d’hybride entre un notable et un entrepreneur. Les notables se professionnalisent (ils n’arrêtent pas de perdre donc comprennent qu’ils vont devoir apprendre une nouvelle forme de la politique) ils se plient à des exercices imposés par les entrepreneurs -> élaborer des idées, faire des campagnes, des meetings… s’adresser à une foule, ça s’apprend. L’activité politique devient alors leur activité principale, à temps plein. Inversement les entrepreneurs acquièrent de la notabilité (différente de la notabilité aristocratique ou bourgeoise). Les députés républicains ou maires socialistes élus a partir de 90, vont profiter de leur accès aux responsabilités politique pour devenir des notables, pour acquérir une notoriété sociale, liée au fait que le régime s’enracine, ils sont identifiés comme des décideurs politique. Double cheminement, ce qui forme une classe plus homogène des professionnels de la politique.

Tout ce processus abouti à la construction puis à la reconnaissance des partis politiques, ils sont à la fois la conséquence de cette professionnalisation et ce qui la rend possible

**4. La naissance des partis politiques**

Définition d’un parti d’après joseph la Palombara : Une organisation durable, pérenne qui participe à la lutte pour la conquête de postes de pouvoir et mobilise pour ce faire des soutiens populaires grâce à une organisation ramifiée et territorialement organisée

Les règles du jeu politique qu’inventent les entrepreneurs, nécessitent une très grande organisation, ils essaient d’encadrer les masses d’électeurs, d’organiser les groupes sociaux pour orienter leur vote -> très ambitieux, imprimer des documents, diffuser, trouver des salles, du monde pour porter les idées… -> impose une logistique de plus en plus conséquente, de plus en plus incontournable, si les notables se mettent a faire des partis politiques c’est pcqu’ils constatent leur efficacité, on arrive à toucher un grand nombre d’électeur et à les convaincre. Ces partis politique vont donc se développer, leur création n’est pas très homogène, ils fonctionnent différemment d’un parti à l’autre -> dessin du prof :



Comité électoral = groupement local de membres ou sympathisants d'un parti, en vue de patronner un ou plusieurs candidats et de soutenir leur campagne.

La professionnalisation rend indispensable la constitution de partis politiques, dès la loi des associations, plusieurs alliances se forment :

* Alliance Républicaine Démocratique (mai 1901)
* Parti républicain, radical et radical-socialiste (juin 1901)
* Section Française de l’Internationale Ouvrière (1905)

Ça rend visible une organisation partisane qui existait déjà.

Les partis politiques deviennent des marqueurs de la vie politique française, ils ont du sens, d’abord du côté des électeurs, qui vont identifier les partis au-delà des personnalités qui les incarne. Un parti c’est abstrait, la sfio par exemple va faire sens aux électeurs petit à petit, ils véhiculent des idées des valeurs etc, les gens qui votent pour eux émettent un soutien aux idées que porte ce parti.

Les professionnels de la politique vont donner des fonctions aux partis, par exemple trouver des candidats, c’est le parti qui délivre des investitures… mais, socialement les partis politiques ont tjrs été faible en France, ils ne sont pas de grandes forces sociales, ne regroupent jamais bcp de militants, la plupart des partis sont animés par des professionnels de la politique et regroupent des poignées de militants autour d’eux.

**Section 2 : La constitution des « forces politiques »**

**A/ Le républicanisme**

**1. Le républicanisme avant la IIIe République**

Les républicains sont une force politique qui se dote petit a petit de parti, d’organisation.

La base idéologique des républicains c’est le rejet de la monarchie, ne pouvant être que l’ennemie du peuple. Pour les républicains, la monarchie est inutile et nuisible. Monarchie maintien volontairement les gens dans l’ignorance et la superstition. Cette critique de la monarchie évolue au long du 19eme siècle, au moment de la monarchie de juillet, certains républicains vont insister sur le fait que la monarchie est au service d’une nouvelle classe qui est la bourgeoisie. Pour ces républicains, le seul régime légitime et efficace c’est celui qui permet d’exprimer la volonté populaire, cad un régime ou tous les représentants sont élus, les républicains défendent ardemment le principe du régime parlementaire, ils voient dans le parlement le centre de la souveraineté, ils veulent que les parlementaires élus du peuple soient plus fort que le pouvoir exécutif. Ces républicains ne sont pas pour autant très homogènes, avant la 3eme rep ils sont en désaccords sur un certain nombre de chose mais partagent le mythe de la révolution française, cad très attaché aux 3couleurs du drapeau, au bonnet phrygien. Les républicains avant la 3eme rep, se divisent par exemple sur l’héritage de la révolution française, certains admirent Robespierre (républicains radicaux) d’autre rejettent la terreur, se divisent aussi sur le rapport à la nation, certains attachent cette idée à celle de peuple.

Les républicains ont la sympathie des petits fonctionnaires des grandes villes etc mais ça s’arrête là. La vraie bascule des idées républicaines c’est en 48 avec la chute de la monarchie de juillet. La grande explication c’est la crise éco, tout le monde ne vit pas la même famine due à la crise des pommes de terre, en 46 et 47 les républicains organisent des banquets hostiles au régime, ils se réunissent pour manger, ces banquets sont interdits, la crise de 48 commence par insurrection très rapide et donc l’abolition de monarchie avec destitution du roi

**2. Le programme des républicains**

Période marquée par mouvement idéaliste de réconciliation nationale, le gouvernent provisoire qui s’est constitué doit incarner ce à quoi les républicains aspirent etc… -> suffrage universelle masculin, abolition esclavage… (voir internet) le gouvernement provisoire mate la rébellion (venue de la classe ouvrière) de juin 48. Le gouvernement s’engage dans une politique plutôt conservatrice. Première expérience du pouvoir qui va avoir une importance fondamentale, les républicains se vivent comme une force de gouvernement qui veut un régime stable d’ordre social, les républicains se structurent autour d’une nouvelle génération, qui va consolider l’idéologie républicaine, avec Gambetta ferry Clemenceau… dote les reps d’une capacité d’action politique. Ces républicains se dotent d’un texte, le programme de Belleville. L’idée c’est d’entrer dans la bataille électorale, mais 1 an après ce discours le régime s’écroule, les républicains utilisent alors ce programme pour mener la bataille contre les monarchistes. Ce texte va structurer les idées des républicains jusqu’à première guerre mondiale. L’idée d’une programme politique petit à petit convertit en reforme.

**3. Les républicains au pouvoir (années 1880)**

Les républicains vont s’attaquer aux fonctionnements des institutions politiques et sociales, dans la phase d’ascension électorale, les républicains se sont homogénéisés, rejoignent petit à petit le programme de Belleville. Les plus radicaux des républicains en 70 modèrent ensuite leur positionnement. A partir de 81 ? les opportunistes sont les plus nombreux, ils sont très anticléricaux, ils croient au progrès, se voient comme les continuateurs des lumières, hostiles à toute forme de pouvoir personnel, de la monarchie absolue au bonapartisme. La grande caution intellectuelle et morale est incarnée par Victor Hugo. L’un des événements est les obsèques nationales et civiles à sa demande. Ces opportunistes se sont en général des personnages politique plutôt effacés, les présidents lors de ce courant-là sont effacés, ils laissent la priorité au parlement, président de la rep en retrait. Cette période opportuniste va être remarquée par très forte instabilité ministérielle, et changement emblématique des institutions. Entre 1879 et 1889 il y a 15 gouvernements qui se succèdent. Il est très difficile à l’époque d’obtenir une majorité. Malgré ces instabilités, les républicains opportunistes parviennent à impulser des reformes, grâce à la stabilité de quelques grandes figures, avec jules ferry par exemple. Il est ministre de l’instruction publique de 79 et 89, plus quelques fois président du conseil en même temps. De plus, la droite en opposition est profondément divisée, ce qui leur permet de réussir leur reformes, la droite ne pouvant les contrer. Ces réformes sont ciblées sur quelques dimensions institutionnelles dans le prolongement de Belleville (prendre des décisions institutionnelles pour rétablir des enjeux sociaux). Républicains s’attaquent alors aux libertés publiques, à des enjeux sociétaux (loi Naquet 1884 sur le divorce légalisé, attaque contre les catholiques). Le plus grand enjeu est l’école, tout d’abord pour la raison égalitaire -> moyen d’égaliser la société, et deuxièmement avec l’enjeu anti clérical, attaquer l’influence de l’église. A ce moment-là se fonde tout le discours de l’égalité des chances, ce dispositif engage une lutte claire, très identifiable contre l’église. A l’époque, des congrégations prennent en charge les missions d’instruction publique, les républicains dissolvent ces congrégations -> fermeture de 291 collèges par la police. Cela montre les difficultés pour remplacer l’éducation via l’église par l’éducation laïque. Ces reformes de fin 19eme siècle sont soutenues par le camp républicains mais également un peu critiqué -> une autre force politique va pouvoir s’affirmer -> le radicalisme.

**B/ Le radicalisme**

**1. L'essor du radicalisme comme sensibilité politique**

Le radicalisme est une branche du courant républicain qui revendique une fidélité totale au programme de Belleville.

Ces radicaux vont alors être très critiques voir opposés aux opportunistes.

Le courant radical apparait dès la monarchie de juillet. A cette époque il est interdit de se revendiquer républicains, ils se revendiquent alors radicaux. Ils se positionnent comme défenseurs de l’héritage de la révolution française. Ce courant a de plus une fibre sociale. Il se structure notamment au début de la 3eme république, et se dote d’une figure qui est Leon Gambetta. Lors de l’émergence des opportunistes, certains radicaux s’associent à eux, comme Leon Gambetta. Mais une grande partie de ceux-ci ne se veut pas opportunistes -> Georges Clemenceau -> représente la critique radicale vis-à-vis des opportunistes, lui et le courant réclament une laïcité intégrale et immédiate, et défendent l’idée d’un impôt progressif -> ils portent une vision des inégalités sociales -> théorie d’action sociale « le solidarisme » de Leon bourgeois -> on accepte la propriété privée et le capitalisme mais on fonde un système national de prévoyance et de prévention qui vise à protéger les citoyens et citoyennes des risques sociaux. Bourgeois légitime le fait que c’est l’état qui doit prendre en charge les risques sociaux.

**2. La naissance du parti radical**

Les ligues nationalistes et d’extrême droite naissent autour de l’affaire Dreyfus -> face à cette émergence, les radicaux rejoignent un front de défense républicaine, dont ils vont finir progressivement par devenir le centre. Ce processus se matérialise à partir de juin 1899 dans le cadre de bloc des gauches -> alliance parlementaire entre radiaux opportunistes et socialistes, qui se rallient pour résister aux turbulences politiques. Cette constitution du bloc des gauches va se doter d’une organisation dans le but de consolider leur présence à la tête du gouvernement. En 1901 on a alors le congre constitutif du parti radical, qui réunit 280 parlementaires, et 476 comités électoraux. C’est le premier parti politique aussi bien organisé. Ce parti radical se divise dès lors qu’il est constitué… alors qu’il avait débouché sur une progression électorale très forte -> immense succès -> 1/3 de la chambre des députés -> ils deviennent un parti de gouvernement, il est un parti charnière, peuvent faire et défaire les coalitions gouvernementales. Entre 1902 et 1905 Emile combe est président du conseil et va mener une politique très anti clérical, puis Clemenceau entre 1906 et 1909, et rompt de manière nette avec les aspirations socialistes qui existaient dans le parti.

Les radicaux remplacent petit à petit les opportunistes. Avant la première guerre mondiale, le radicalisme de 1918 ressemble bcp a l’opportunisme de 1880.

Qui sont ces socialistes dont les radicaux se séparent ?

**C/ Les socialismes français**

**1. Les fondements du socialisme**

Le socialisme n’est pas inventé par les ouvriers, sa spécificité est d’être radicalement nouveau, émergent avec révolution industrielle, essor du capitalisme. On ne peut pas les faire coordonner avec la révolution française. Ils apparaissent dans plusieurs pays d’Europe en même temps.

Les théories socialistes sont forgées par des intellectuels qui s’inquiètent des inégalités sociales, ils sont très peu convaincus par le programme de Belleville. Pour eux il faut s’attaquer plus directement à l’origine économique des inégalités sociales. Le socialisme prend de multiples formes. Ce qui constitue le fondement du socialisme c’est un constat : celui du paupérisme. C’est l’apparition des « pauvres ». C’est l’idée de dire qu’il y a des pauvres ce n’est pas normal. Les socialistes constatent l’incapacité d’une partie grandissante de la population à vivre dignement de leur travail. Et en parallèle des classes s’enrichissent très vite. Ce constat est lié à la consolidation du système capitaliste en Europe. 🡪 Comment instaurer une société qui ne reproduise pas ces inégalités ? inventer un système de production et d’économie plus juste, qui rompt avec le principe de propriété privées des moyens de production, qui repose donc sur une socialisation des richesses produites par l’économie -> créer des organisations qui vont organiser la redistribution de ces richesses. Sur cette base commune il y a différentes façons d’agir des socialistes, qui au début seront divisés mais finiront par se rassembler afin de s’organiser en un parti politique.

Avant 48 personne ne se réclame du socialisme appart quelques individus isolés, ou des mouvements insurrectionnels comme les cannus. Ceux qui s’identifie après 48 se considèrent comme étant les premiers socialistes, qui sont souvent intellectuels, philosophes…

3 pionniers du mouvement socialiste sont :

* Compte Claude de Saint-Simon -> les socialistes y trouvent une formulation en termes de classe sociale, Saint- Simon dénonce l’exploitation des travailleurs par les rentiers, l’ennemie pour Saint-Simon c’est la rente. Il n’envisage tout de même pas de révolution. Il propose de confier l’économie au gouvernement des « savants artistes et artisans ». Il est l’un des premiers a énoncer l‘exploitation d’une classe par une autre
* Louis blanc -> bien plus identifier comme un socialiste, le plus populaire des théoriciens socialistes à la veille de la révolution de la monarchie de juillet. Ce n’est pas un ouvrier, il est issu d’un milieu aisé, mais sa famille est ruinée en 1830, il interrompt ses études et devient précepteur, ce qui lui fait découvrir le paupérisme, et entame une carrière d’écrivain et de journaliste. Louis blanc est un réformiste, il prône un changement de régime qui devrait réconcilier la bourgeoisie et les travailleurs. Ce qui ulcère louis blanc c’est qu’à partir de 1830, seuls les principes bourgeois de la révolution sont retenus. Louis blanc déteste la bourgeoisie, d’après lui elle détient les affaires publiques et les gèrent dans son propre intérêt, et elle veille à ce que le principe de fraternité ne soit jamais réactivité. Il propose lui de rétablir le principe de fraternité, il faut donc s’attaquer directement aux inégalités sociales -> c’est le rôle de l’état d’après lui. Il invente les ateliers sociaux -> entreprises publiques dont le rôle est d’embaucher tout le monde. Chez louis blanc il y a la première formulation d’un état qui serait à la fois puissant et bienveillant, qui serait mandaté par le peuple contre le marché, son rôle serait de faire reculer les mécanismes de concurrence de marché. Louis blanc croit fondamentalement à la république, par exemple il se désolidarise de la commune.
* Pierre-Joseph Proudhon -> ouvrier imprimeur, d’extraction modeste, commence des études pour devenir imprimeur et en parallèle devient écrivain et journaliste et député en 1848, il meurt en exil après s’être dit contre la république, et sa pensée sera importante après sa mort. Il est un penseur de la communauté, il propose un modèle de la communauté de travail. Il critique la propriété privé « la propriété, c’est le vol », ce serait la confiscation des richesses par de petits groupes. Puis il est ennemi de l’état, absolument pas d’accord avec louis blanc sur l’état. Pour lui il n’y a rien à attendre des institutions politiques qui seront aux services de la bourgeoisie. Il critique la bureaucratie, il veut que le mvt ouvrier se batte contre le capitalisme et contre l’état.

Progressivement on arrive à une unité du socialisme mais qui est très fragile.

**2. La dispersion des tendances socialistes révolutionnaires (1870-1905)**

Les socialistes participent peu à l’act parlementaire. Mais à partir de 1870 et les mouvements ouvriers, des courants politiques très inspirés par les 3 auteurs évoques, vont se revendiquer comme socialistes -> et défendeurs de la classe ouvrière, tout en sachant que quasiment aucuns socialistes n’est ouvrier. Le socialisme se construit autour des luttes menées avec la classe ouvrière -> congrès de Marseille en 1879 -> création du parti des travailleurs socialistes de France -> première fois que le courant socialiste se dote d’une organisation -> division -> anarchistes, blanquistes ; le parti ouvrier socialiste révolutionnaire etc… -> lors de leur première victoire électorale ils arrivent à l’assemblée avec presque aucunes coalitions, ils sont divisés, ce qui est un soucis face aux républicains et radicaux qui sont organisés. Malgré les nombreuses divisions les différents partis socialistes entrent dans un processus d’unification. Petit à petit on se retrouve avec seulement 2 parti -> parti socialiste de France (Guesde) et le parti socialiste français (Jaurès). Le parti de Jaurès est moins puissant, Jaurès va dire qu’il faut s’allier avec le parti radical à l’assemblée, et ne va cesser de prôner ceci, avec Millerand. Cette voix proposée par Jaurès détermine l’unification des socialistes.

**3. L'unification des socialismes français (1905)**

Jaurès écrit le programme de saint mandé, et en aout 1904, le congre international socialiste se tient à Amsterdam. Ce dernier exige que les socialistes français s’unifient-> les différents courants constituent une commission d’unification, et se rendent compte qu’ils ne sont pas vraiment d’accord entre eux appart sur quelques sujets comme les intérêts de la classe ouvrière, le parlementarisme, les libertés publiques… -> création de la SFIO en 1905 qui est le premier parti socialiste de France, elle est l’aboutissement d’un processus de fusion. Jean Jaurès prend la tête de la SFIO, dont il ne partage pas totalement les idées. La SFIO se dote d’un organe de presse « l’humanité », et ses succès électoraux ne sont pas énormes.

**4. Le syndicalisme comme voie révolutionnaire**

La SFIO se dit défendeur de la classe ouvrière mais peu d’ouvriers sont présent dans la SFIO. Les ouvriers fondent alors des confédérations syndicales, des rassemblements de syndicat, qui s’allient au niveau national -> CGT, qui est conservatrice d’une émergence des forces ouvrières politiques. En 1906 ils votent la charte d’Amiens -> motion votée par l’AG de la CGT, texte qui définit les rapports entre syndicats et partis politiques. La charte affirme le rôle de syndicat en tant qu’indépendant, qu’il doit améliorer les conditions de vie des travailleurs mais aussi de transformer radicalement la société. Cela marque un syndicalisme révolutionnaire. Ce syndicalisme s’oppose à celui anglais, le syndicalisme anglais dans le textile à l’époque est massif, et s’était changé en parti politique. Certains en France veulent ce même type de changement, il faudrait lier les syndicats à un parti. Ce n’est pas ce courant la qui s’impose à Amiens, ils veulent plutôt que le syndicat lui-même puisse imposer au gouvernement des reformes qui améliorent les conditions de vie de la classe ouvrière. La charte d’Amiens est soutenue par un enjeu tactique, se déclarer indépendant de parti politique permet d’éviter d’importer les engueulades partisanes, car il n’y a pas que des socialistes dans les syndicalistes. Les querelles partisanes sont mises de côté. Ce syndicat s’éloigne de la politique, du vote, des assemblées, des partis etc mais parfois, comme pour l’enjeu de la réduction des journées de travail, la CGT va ponctuellement s’allier avec des politiques pour faire avancer cette question.

**D/ Le marxisme**

Peu d’influence au 19eme siècle. Marx est un économiste socialiste allemand, qui voyage partout en Europe et vit les différentes crises. Il est très vite saisi par la difficulté des conditions de vie des ouvriers, il voit l’apparition d’un groupe social, « la classe ouvrière » mais est aussi intéressé par comment ce capitalisme industriel fait apparaitre l’autre groupe de la « bourgeoisie ». Sa théorie est que les rapports de domination sociale sont structurés par le système productif. La lutte des classes se reproduit à travers l’histoire 🡪 tableau P.P

Chez Marx cette lutte des classes est une forme dynamique de l’histoire, c’est ce qu’il appelle la dialectique, la classe des opprimés cherche toujours à se libérer des oppresseurs. Puisque cette dernière cherche tjrs à augmenter son pouvoir. Il va essayer de démontrer scientifiquement qu’il y a tjrs eu cette opposition, il appel l’unification du prolétariat pour engager une révolution, pour Marx le prolétariat c’est la classe sociale qui joue un rôle moteur au 19ème. Il est indépendant des politiques et veut la dictature du prolétariat.

Marx va essayer de diffuser cette vision en Europe. Lui et ses collaborateurs vont diffuser un mouvement pensé à l’échelle de l’Europe entière, ce mouvement est la première internationale, l’association internationale des travailleurs. Association basée à Londres, c’est un mouvement clandestin, composé de ?

Elaborer une stratégie révolutionnaire pour le prolétariat, le problème est que Marx est persuadé d’avoir raison, il fait alors peu de place au débat sur cette stratégie. Marx finit seul à force d’être persuade d’avoir raison. La première internationale se dissout alors en 76. Mais avec publication du capital, les idées de Marx commencent à se diffuser. Marx meurt en 1883, alors que le capital n’est pas entièrement publié, il va donc avoir plus d’influence une fois mort. Il y a alors la deuxième internationale, fondée à paris, est influencée par les écrits de Marx mais c’est quand même très hétérogène. Cette deuxième est plus influente sur la vie politique française. Elle veut pousser le prolétariat à s’organiser en syndicat, parti politique… la deuxième internationale ne réussit pas non plus, les anarchistes se font revirer en 96, au sein de cette 2eme internationale nait une dispute stratégique, oppose la voix de la réforme et la loi de la révolution. Il y a alors une division forte, en 1914, la deuxième internationale comprend 3 000 000 d’adhérents, 33 pays, et a un bureau permanent à Bruxelles. Les idées marxistes regroupent des gens mais ne sont pas le socle commun des forces de gauche. Jules Guesde incarne l’influence du marxisme sur la politique française, Guesde est un intellectuel, journaliste, qui part en exil en Angleterre après la commune de paris, rencontre Marx, revient en 76 en France, et ensuite il va tenter d’imposer la vision stratégique de Marx dans le socialisme français.

**E/ L'anarchisme révolutionnaire**

Les anarchistes sont un courant intellectuel et politique très vivant, dans l’action, pleins de propositions, mais aura du mal à s’imposer dans les forces politiques de gauche. L’anarchisme révolutionnaire est une force politique, il propose une manière d’organiser la société. L’anarchie est le fait de refuser une organisation autoritaire et verticale. L’anarchie avait le but de désorganiser le plus possible la société, mais avec l’idée d’établir un ordre nouveau. Proudhon appelle ça l’anarchie positive, c’est l’idée qu’il faut organiser la société comme libre association de l’entreprise des travailleurs, avec des formes de commune, d’auto-organisation démocratique des collectifs de travail, ces collectifs autogérés n’accordant finalement que très peu d’autorité à l’état, il propose le remplacement de l’état par une fédération ou une contre fédération. Proudhon est un ennemi radical de l’autorité. Il déteste tous les prêtes, philosophes, journalistes, parlementaire, et appelle à la révolte contre ceux qui gouverne, contre les blocs d‘autorité. Cet appel agite les forces politiques de gauche.

* « Être gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, prêché, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu (...). Être gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de la plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale ! (...) O personnalité humaine ! Se peut-il que pendant soixante siècles tu aies croupi dans cette abjection » (Proudhon)

Libertaire, aspiration libertaire, émanent du mouvement anarchiste. Ça devient un devoir de se révolter contre les formes de la domination bourgeoise. Il y a un choix d’action stratégique, la question pour les anarchistes est « comment on déclenche une révolution ? ». Les anarchistes et notamment Bakounine considère que la révolution viendra de la prolifération de résistant spontanées, qu’il faut agiter les classes sociales etc… de cette aspiration va naitre la propagande par le fait, inventé par Paul brousse, il faut marquer violemment les esprits pour provoquer une prise de conscience populaire. Les anarchistes se lancent alors dans des séries d’attentat organisés. Par exemple, dans le journal « le libertaire » il y a un article de cuisine qui explique comment fabriquer des bombes. (Regarder liste d’attentat sur internet)

Lois scélérates, qui interdit pleins de choses, (regarder internet). Elles vont être dénoncées par Jean Jaurès et León Blum. Cette lutte par les attentats s’effritent vite -> citation de Kropotkine (voir internet).

Les forces de droite se dote en même temps que tout ça d’organisation.

**F/ Boulangisme, nationalisme et xénophobie**

**1. La crise boulangiste (1887-1889)**

A partir de 77, les institutions de IIIème rep s’étaient consolidées. Mais la crise boulangiste était d’une telle ampleur qu’elle a failli renverser le régime. Elle marque également le durcissement des républicains pour la défense des institutions françaises, car le boulangisme était un mouvement politique très fort, et à réorganiser les forces politiques de droite.

En 80-85, les républicains sont au gouvernement, dirigent la rep. Mais ils déçoivent… l’opinion d’un mouvement antiparlementarisme émerge. Après les élections de 85, la chambre des députés est ingouvernable, il ya 3 blocs de 200 députés, les républicains opportunistes montent un tas d’alliance qui ne tiennent jamais bien longtemps. Le sentiment antiparlementaire augmente, et alors arrive le général boulanger, Georges boulanger, est une ascension étonnante, c’est un gars inconnu en 1885, en janvier 86, suite à une énième crise, il devient ministre de la guerre, et y reste 1an et demi, il est bien aimé. Améliore situation des armées, veut service militaire de 3 ans. Et surtout, Boulanger a une attitude extrêmement ferme vis-à-vis de l’Allemagne (suite à l’annexion d’alsace lorraine) boulanger fait des relations avec l’Allemagne un enjeu, et durcit le ton. Avec l’affaire Schnaebele (histoire d’espionnage, la pression de boulanger sur Bismarck fait que ce dernier cède, ce qui plait aux français, Boulanger a une politique offensive envers les ennemis des français que sont les allemands) boulanger devient le général revanche, c’est comme ça que l’appel la droite nationaliste. Cette affaire lui donne une hora populaire incroyable, il va alors exploiter sa popularité. Il va utiliser ce qui existe en termes de propagande, pour devenir encore plus populaire, à travers la chanson, la presse… -> une partie des radicaux et des patriotes s’allient et ont comme envie de revanche contre l’Allemagne -> ces ralliements augmentent la popularité de boulanger. Qui se fait virer en 87 et mis retraite de l’armée en 88 (alors qu’il n’est pas vieux) il perd son grade et son ministère. Cette mise à l’écart va permettre à la ligue des patriotes de crier au complot, que le gouvernement français serait colonisé par les allemands. L’idée est que le parlement est contrôlé par une force occulte.

A la suite arrive un énorme scandale politicofinancier. On a le scandale des décorations (87)(le gendre de Grévy permet a de nombreuses personnes d’être décorée de la légion d’honneur de la médaille du mérite etc). Scandale immédiatement exploité par les forces de droite, mais Grévy refuse de démissionner. La droite royaliste et la droite bonapartiste vont rallier la droite boulangiste en fin 87 début 88. Car les royalistes légitimistes et bonapartistes, présent au gouvernement sont contournés par les alliances, donc décident de rejoindre boulanger pour tenter de provoquer une crise de régime (ils n’ont pas le choix de rejoindre une alliance, seuls ils ne sont pas assez forts). Ces députés royalistes ont de l’argent -> aident boulanger, mais en échange ils veulent la restauration de la monarchie. Boulanger dit oui, c’est la dernière tentative de restauration. Boulanger, une fois équipé de ces soutiens, se lance dans la bataille électorale, en rupture avec l’organisation classique des partis politiques. Car boulanger n’a pas de programme, il se présente avec des formules vagues -> « la France n’a jamais été aussi proche des abymes », c’est tout (simples formules qui rassemblent les gens, des formules qui fédèrent). Boulanger se présente à toutes les élections législatives partielles et en a le droit, il sillonne la France entière, et est élu presque partout et démissionne dès qu’il est élu et va à une autre élection (il augmente fortement sa popularité). On arrive ensuite au triomphe de janvier 89, département de la seine, il obtient 60% voix à une législative partielle, une foule se rassemble pour fêter sa victoire, et se dirige vers le parlement. Le parlement croit à un coup d’état, mais boulanger refuse de marcher sur l’Elysée. Face à cette reculade, le gouvernement tente de l’arrêter. Boulanger fuit alors en Belgique, et cette fuite fait que tout le mouvement s’écroule instantanément, c’est une énorme bulle politique qui explose d’un coup en 48heures. En 89, boulanger est condamné pour attentat à la sécurité de l’état, devient inéligible, on modifie les modes de scrutins et les candidatures multiples sont interdites.

Les élections de 89 donnent une victoire aux républicains modérés. Boulanger disparait de l’opinion très rapidement et se suicide en 91 sur la tombe de sa maitresse en Belgique, Clemenceau accorde alors une épitaphe sur sa tombe « Voire internet ».

**2. L'émergence du nationalisme de droite**

Boulanger va représenter l’occasion d’une fusion entre un nationalisme très agressif et une opposition au régime parlementaire. Le nationalisme va s’ancrer à droite, ce qui est nouveau, jusqu’à la fin du 19ème siècle le nationalisme était plutôt marqué à gauche, il célébrait l’autodétermination des peuples (inverse au droit divin), était une valeur politique ancrée à gauche.

Le premier glissement de ce nationalisme vers la droite est la défaite contre l’Allemagne, le nationalisme devient un discours d’état. En 70, le nationalisme passe à un discours d’état, tenu par des républicains sur la nation. Le boulangisme introduit une rupture puisque les forces politiques de droite revendiquent le monopole de l’idée de nation. Ces forces politiques vont construire la nation en opposition à la république. Cette droite rationnelle a une envie de revanche contre l’Allemagne, l’idée est que tant que la république sera là on ne pourra pas se venger de l’Allemagne. Cette droite nationale s’approprie le sens de la nation en séparant les individus qui appartiennent à la nation et les individus qui n’y appartiennent pas. La droite nationale a une définition ethnique et religieuse de la nation.

Il y a, dans le sillage du mouvement boulangiste, une communauté qui n’appartient pas à la nation -> les juifs. La droite nationale prend des accents antisémites. Le pamphlet de Drumond « la France juive » se vend bcp, les idées antisémites se propagent vite, et il y a l’idée d’un complot juif qui contrôlerait la république.

Cette idée va être reprise et étendue sur un projet politique du « nationalisme intégrale » par Charles Maurras. Maurras se revendique comme étant dans une « pensée contre-révolutionnaire ». La république n’amène que de la dégénérescence dans la société. La dégénérescence est morale, de race… pour lui ce qui peut rendre la grandeur à la nation ce sont les institutions monarchiques. Le nationalisme intégral de Maurras est antiparlementaire, Maurras n’est pas proche des députés monarchistes, il appelle la république « la gueuse », cet antiparlementarisme se mêle à une xénophobie et un antisémitisme très fort. Pour Maurras la république est entre les mains des 4 états -> juif franc-maçon mestèques protestants.

Ce nationalisme intégral sera repris en terme politique par « l’action française », c’est un groupuscule activiste. Cette pensée maurrassienne aura influence importante dès fin 19ème siècle. On va alors commencer à parler d’extrême droite. Ce qui crée des courants xénophobe etc :

**3. Xénophobie, antisémitisme et antimaçonnisme**

Haine de l’étranger s’enracine contre l’Allemagne à cette époque. Cette xénophobie va se diffuser et s’élargir à d’autre que l’Allemagne. Les étrangers priveraient la France de ses ressources. Cette idée se diffuse largement et concerne les premières vagues d’immigration (italienne espagnole belges…) cette haine se déporte contre des populations étrangères vivant en France. En 1893 -> massacres italiens d’Aigues-Mortes (suite à l’utilisation moins chère des mains d’œuvres italiennes pour les terres agricoles, qui piqueraient le job aux français) ce sont des ouvriers agricoles français qui vont se venger en s’en prenant aux italiens, pour se venger de la concurrence.

Cette xénophobie est enracinée via le climat politique économique et social, et petit à petit, elle change de nature, elle cherche à établir des étrangers de l’intérieur, autour de cette rhétorique se construit l’antisémitisme. Cet antisémitisme est bcp représenté « le journal Lacroix par exemple ». A la fin du 19ème siècle c’est un antisémitisme particulier, historiquement c’est un antisémitisme religieux, encore très présent au 19ème siècle. Il y a un nouveau type d’antisémitisme qui émerge fin 19ème, avec des thèses racialistes, « supériorité de certaines races sur certaines autres », autour de la colonisation par exemple, mais pas seulement. Cet antisémitisme racialiste, fait que les juifs sont catégorisés, physiquement etc. Ce mvt est florissant, des journaux antisémites font des grands nombres d’exemplaire malgré leur grande haine des juifs. En plus de la xénophobie et antisémitisme, il y a l’antimaçonnisme.

Les francs-maçons sont objet d’une encyclique du pape León 13, en 1884, qui condamne les activités des francs-maçons. Cette encyclique va déboucher sur l’affaire des fiches, causent la chute du gouvernement d’Emile combe. Ce scandale de fichage est révélé par le figaro. L’idée que les francs-maçons œuvrent en secret pour fragiliser le catholicisme, fait que ça va enraciner une haine des francs-maçons.

Toute la droite se recompose après l’affaire boulanger.

**G/ Les recompositions de la droite conservatrice (traditionalisme, catholicisme et monarchisme)**

**1. La républicanisation de la droite à la fin du XIXe siècle**

Les forces politiques de droite se repositionnent. Le premier repositionnement est la républicanisation de la droite à la fin du 19ème siècle. Entre 1880 et début 1ere guerre, les orléanistes ou légitimistes sont perdus, ils doivent se repositionner, ces forces politiques sont bousculés par des discours radicaux comme celui de « l’action française », et des personnes comme Maurras.

En 96, jules ménine arrive au pouvoir lorsque le gouvernement est soutenu par alliance républicains opportunistes et radicaux. Il met fin à cette union en 2ans. Il apaise le climat conflictuel religieux. Face à cette politique d’apaisement, les forces de droite vont apporter leur soutien à menine -> réaction des radicaux. Il se crée alors une petite alliance entre opportuniste et droite modérée. Petit à petit ça amène les forces politiques de droite, qui se rendent compte qu’elles peuvent s’organiser et être en accord avec d’autre, à créer des partis. Par exemple le parti des républicains progressistes en 1903. Ils admettent que la monarchie c’est fini, mais sont favorables à un régime très présidentialiste, sont libéraux, proches des milieux patronaux. Ils acceptent petit à petit la laïcité également. (Voir le parti des libéraux conservateurs).

Dans le prolongement de la républicanisation de la droite il y a l’alliance républicaine démocratique, qui est un parti de droite avec des gens de gauche, qui se disent républicains laïques mais aussi libéraux… sorte de centre gauche droite.

On voit bien un déplacement sur les clivages ainsi qu’une organisation partisane suite à l’affaire boulanger. Socialement on a aussi l’acceptation par l’église et les catholiques du régime républicain.

**2. Le catholicisme entre conservatisme et ouverture**

La posture de l’église vis-à-vis du régime républicain change. L’église catholique est positionnée avec la frange la plus traditionnaliste du courant monarchiste. Elle maintien un discours sur l’ordre moral, la république dissout l’ordre moral de la société puisque c’est l’Eglise qui le maintenait jusqu’alors. Cette position ne peut pas être soutenue par l’église pendant longtemps, puisqu’il y a des politiques laïques qui fonctionnent donc la pratique catholique baisse. Face à cette baisse et l’enracinement de la rep, l’église prend ses distances avec le Vatican , lui tjrs très opposé à la république et demande au croyant de boycotter la démocratie, cette posture du Vatican provoque l’opposition de positionnement des catholiques, et un débat se développe sur l’action sociale de l’Église, qui doit accompagner l’évolution de la société, il y a donc u changement de postures de l’église, en 1891, l’encyclique rerum novarum pose pour la première fois ce qui ressemble à une doctrine sociale du catholicisme. On change de registre et on parle d’action sociale, on se pose la question de quelle manière les catholiques peuvent réduire les inégalités.

Changement de position sur les clivages, l’église lâche la question du régime, et se repositionne sur les clivages sociaux, à partir de 1890, de plus en plus de catholique acceptent les institutions républicaines, plus on a des gens qui acceptent plus on a aussi des gens qui se radicalisent dans l’opposition. Droite conservatrice continue d’être catholiques sans en faire un refus de la république, et se dotent d’un parti politique, l’alliance libérale populaire, ses fondateurs sont issus d’un mvt de « action catholique de la jeunesse de France », ces catholiques de l’alp vont mener des combat politiques dans le cadre des institutions républicaine. Ils sont opposés aux lois de laïcité dont 1905, ils ne rejettent pas la république mais utilisent les institutions pour empêcher par exemple les lois de laïcité.

Toutes ces forces politiques vont entrer en affrontement, et en ceci va se structurer la vie politique moderne.

***Leçon n°3. La consolidation républicaine (1890-1918)***

**Section 1. L'affaire Dreyfus et la consolidation de la République radicale (1893-1910)**

**A/ « L'affaire » (1894-1906)**

**1. La condamnation de Dreyfus**

Les faits commencent en 1894, une femme de ménage, à l’ambassade de l’Allemagne de paris, est une espionne française, et trouve un bordereau non signé dans une poubelle de l’ambassade allemande, qui annonce l’envoi prochain d’info militaire ultra secrètes à l’Allemagne. L’écriture de cette lettre est vite assimilée à celle de Dreyfus. (Voir petite bio de Dreyfus internet). Il est juif, et stagiaire à l’école de guerre en 94. Personne ne le connait. Pourquoi l’affaire mène-t-elle si vite à Dreyfus ? juif dans l’armée, bcp de hauts gradés acceptent de servir le régime mais sont de droite radicale (antisémite). En plus d’être juif, Dreyfus est allemand (né en alsace), il est alors suspecté. Le figaro « cet homme qui a trahit, cet homme était un prussien, cela se voit, cela se sent ». Il est alors arrêté sans vrai preuve, et il y a un procès, qui se déroule mal, avec plusieurs pièces truquées, et donc le procès militaire veut à l’unanimité sa dégradation militaire et sa déportation à l’île du diable. A ce moment, pas grand monde ne réagit. Sa famille se lance dans sa réhabilitation, c’est une famille plutôt riche et très patriote, qui croit en l’innocence de son fils. Il y a très peu de soutien, hormis un gars « Bernard Lazar » qui croit la famille Dreyfus et se lance dans le début de réhabilitation, et il le fait car il n’est pas antisémite. Il travaille sur ce sujet quasi seul. Et il y a un rebondissement en 96, G.Picard est nommé directeur du renseignement, et découvre qui est auteur du bordereau -> walsin Esterhazy. Il y a un nouveau document volé à l’ambassade qui désigne Esterhazy avec un nom de code. Picard veut réouvrir l’affaire (du fait de sa fervente volonté de respect des valeurs de l’armée, c’est-à-dire on juge tout le monde de la même façon, on est droit on fait les choses comme il le faut), et est alors muté en Tunisie. Picard et Lazard trouvent un allié de poids qui est Clemenceau. Il y a un nouveau procès en 98 de Esterhazy qui est acquitté -> scandale -> intervention de Emile Zola ( à l’époque un romancier en pleine gloire, riche, une autorité moral intellectuel incontestable) il rejoint le camp des dreyfusards, il commence à combattre l’antisémitisme. Clemenceau demande à Zola d’écrire un article dans le journal de Clemenceau, journal tout neuf, Zola écrit l’article, et Clemenceau appelle l’article « j’accuse ». -> procès de Zola -> première fois qu’un procès est autant diffusé, engouement médiatique incroyable -> condamné à 1 an de prison -> fuit à Londres. En aout 98 -> l’homme qui avait trafiqué les preuves du premier procès avoue avoir fabriqué les preuves.

Il y a une énorme politisation de l’affaire Dreyfus. Toutes les forces politiques vont se positionner

**2. La politisation de l'affaire judiciaire**

Les dreyfusards et antidreyfusards -> positionnement des forces politiques.

Dreyfusards défendent le principe des droits de l’Homme, on dit à la république de respecter ses principes. Il y a l’idée que la France c’est le pays des droits de l’homme. On doit alors exiger des institutions qu’elles respectent les droits de l’homme. Le camp dreyfusard n’est pas spécialement marqué à gauche -> Jaurès et socialistes disent de cette affaire que ce sont des querelles entre bourgeois. Ce camp dreyfusard n’est pas une fronde de résistance à l’antisémitisme, ils ne veulent surtout pas apparaitre comme les défenseurs des juifs (les antidreyfusards attaquent les dreyfusards comme un complot juif), il y a des antisémites dans le camp dreyfusard.

Il y a un espace médiatique qui se crée, journaux se répondent etc -> entrée dans la vie politique moderne des intellectuels. Bataille intellectuelle est un signe énorme de modernité politique (ajd on passe bcp par publication articles etc). Rôle central des intellectuels (écrivains homme de lettre universitaire etc) s’engagent politiquement par exemple Zola, Anatole France, Proust, des peintres…(des jeunes qui veulent défier les anciennes valeurs de la culture) l’image des intellectuels est dégradée -> comme des « intellos ». Clemenceau, comme d’hab défend ces intellectuels et rappel que les dreyfusards ont besoin de ces intellectuels.

Dans le camp des antis, il y a des catholiques, de l’aristocratie royaliste, de l’armée… et des organes de presses ! -> ils ont des journaux, très populaires, et ont une capacité de diffusion forte. Ils prolongent leur bataille dans la presse et vont chercher des intellectuels de la vieille France -> Jules Verne, Paul Valéry… (des vieux qui représentent l’ancienne culture légitime). La particularité du camp anti, c’est qu’ils se dotent d’une figure politique majeure (Clemenceau chez les dreyfusards) c’est Maurice barres.

**4. Les répercussions politiques de la crise**

* La crise de juin 1899 : le « bloc des gauches » ou « bloc républicain »
* Le retour à l’ordre (siège du « fort Chabrol ») et le dénouement judiciaire de l’affaire Dreyfus
* Les conséquences sur la vie politique : les thèmes antisémites s’enracinent, la gauche affirme son attachement à la république, la vie politique intellectuelle se structure, les « organisations politiques » se généralisent

Coup d’état raté (voir internet)

Face à l’évolution des forces extrême droite et du projet monarchiste on a la républicanisation des forces de gauche et notamment des socialistes. L’affaire Dreyfus cause organisation de la lutte politique -> association, parti, intellectuels, et nouveau rôle des médias. Presse plus agressive, plus vulgaire plus virulente, avec les scoops, les fuites (affaire des fiches Grévy).

« Culture de la guerre politique » -> se battre contre des ennemis identifiés, cette culture se structure lors de cette affaire.

L’une des conséquences de cette affaire :

**B/ La « République radicale » et la laïcisation des institutions à l'aune du premier conflit mondial**

La radicalisation de l’extrême droite entraine républicanisation de la gauche -> en juin 99, nouvelle majorité parlementaire de gauche qui s’unifie et mène pierre Waldeck rousseau à la tête de la république, c’est un opportuniste. (Voir internet ce mec). Il forme un gouvernement qui uni les radicaux, un socialiste (Millerand) et des opportunistes -> le bloc des gauches. Sa force politique à ce bloc c’est les radicaux, ce bloc se maintient de 99 à 14. Ce bloc des gauches évolue, dans sa composition interne, en 1902, nouvelle élection législative avec majorité forte pour les radicaux (victoire du bloc des gauches)-> alors premier parti de l’assemblée. En 1902 rousseau s’en va, les radicaux prennent les rennes du gouvernement, et gouvernement de 1902 à 1914, ce qui débouche sur une politique anticléricale très violente.

**1. La politique anticléricale et la loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat**

Cette période anticléricale marque un combat direct entre radicaux et église. Visite de Emile Loubet en Italie, ne va pas voir le pape en premier mais le président -> Pie X furieux -> Emile combe rappel les diplomates français du Vatican… -> crise qui permet aux radicaux d’aller jusqu’au bout de leur politique anticléricale. Les radicaux continuent les réformes pour l’éducation (style des congrégations commencées déjà auparavant), mais s’attaquent aussi très directement aux liens entre l’état et l’église et entre les catholiques français et le Vatican. 1904 Combe démissionne suite affaire fiches, Rouvier prend sa suite, et est soutenue par la majorité radicale -> lui soumettent la loi Briand de 1905 -> le régime républicain assure la liberté de conscience, garantie libre exercice des cultes, mais la république ne reconnait, ne salarie, ni ne subventionne, aucun culte. -> fin du ministère des cultes, l’église garde la gestion de son patrimoine, les radicaux imposent à l’église de créer des associations culturelles, pour gérer le patrimoine, dans lesquels ils imposent la présence de laïques (représentant du régime) -> Pie X s’énerve-> rédige une encyclique « vehementer » interdit aux cathos de créer ces associations, et refuse la présence des laïques. -> les radicaux répondent alors en s’appropriant le patrimoine -> les églises sont alors gérées par les communes, et les prêtres sont locataires des bâtiments du culte. -> inventaire des biens du clergé -> « la querelle des inventaires » en début 1906 -> catholiques s’opposent aux fonctionnaires qui viennent faire les inventaires dans les églises -> bataille parfois violente. Ensuite Clemenceau arrive en tant que président du conseil et calme les querelles en annulant les inventaires. Ces affaires montrent à quel point les républicains veulent faire de cette séparation un enjeu centrale de son action, qui réactive un discours républicain sur l’émancipation humaine -> l’enjeu est, par la mise en place d’une instruction laïque, l’édification d’appartenance nationale et par séparation Eglise état, le but serait d’arracher les individus de leur groupes ethniques religieux etc en faisant rentrer les gens dans la « nation laïque déterminée ».

Les républicains insistent sur le recul de l’influence de l’église, et en même temps accompagnent et justifient le processus de colonisation.

**Section 2. La République Impériale. Négation des droits civils et politiques aux populations « indigènes »**

Le processus colonial est une contradiction pour les républicains -> tout en défendant la république, la démocratie, l’émancipation… ils soutiennent en même temps un impérialisme colonial raciste. Car il affirme l’existence d’une inégalité naturelle entre les hommes, fondée sur des bases raciales et culturelles. « Les indigènes » ne bénéficient presque jamais de droits civils ni politiques, sont soumis à régime juridique dérogatoire, (le droit commun métropolitain français ne s’applique pas à eux). Qu’ils soient dans les colonies ou en France, le droit dérogatoire s’applique à eux -> la république invente des nationaux non citoyens. La 3ème république n’a jamais été assimilationniste ( internet ) et n’a jamais été universaliste (internet) -> il a été consciemment choisi une inégalité entre indigène et métropolitain, la 3ème rep et les républicains œuvrent pour maintenir une domination blanche dans les territoires colonisés. -> la colonie qui incarne cette réalité -> l’Algérie, qui devient département français en 1848, les musulmans sont exclus des droits civiques et politiques jusqu’en 1962.

Comment la république s’engage dans la colonisation ?

A prioris justifier politiquement et moralement la colonisation c’est difficile pour les républicains.

**A/ Fondements historiques, politiques et sociaux de la République impériale**

La colonisation démarre avant la république, déjà engagé sous l’ancien régime. L’arrivée de la république accélère le processus de colonisation. C’est LA grande œuvre de la 3ème rep. L’arrivée des républicains à la tête des institutions posent un problème politique -> en 85, les parlementaires français évoquent la conquête de Madagascar. Les reps sont à l’origine de cette conquête -> débat sur le statut qu’on va donner à Madagascar -> les Rep sont très divisés -> opposants au processus de colonisation -> Clemenceau, comment se dire descendant des lumières et de 89 en asservissant des peuples entiers. -> VS ferry et le parti colonial qui défendent la colonisation avec les monarchistes.

Pourquoi les républicains du parti colonial soutiennent la colonisation ?

L’acceptation de la colonisation, repose sur 2 grands piliers

* La colonisation est pourvoyeuse de ressource, économiques d’abord -> matières premières, créer des marchés -> les républicains cèdent aux pressions du capitalisme industriel. La volonté de financer les politiques sociales -> protection système travail, système retraite, mise en place éducation nationale… -> au lieu de prendre l’argent aux classes sociales élevées en France -> prend l’argent grâce à l’exploitation des peuples colonisés ( qui n’ont aucuns droit) -> les rep évitent le conflit de classes -> pas de redistribution radical politique -> les socialistes comprennent le processus et sont contres et veulent s’attaquer à la répartition des richesses -> les rep opportunistes sont très frileux vis-à-vis de cette option. La colonisation est une manière de restaurer le prestige de la France après défaite contre Allemagne. -> renouement avec le prestige -> renoue avec des groupes sociaux qui leur étaient hostiles -> l’armée (dont bcp sont catholiques, antisémites, monarchistes…) qui trouvent une formidable occasion d’aller faire la guerre -> victoire militaire facile et nombreuses -> républicain trouvent terrain entente avec militaire. Également avec le groupe des catholiques -> l’Eglise soutient la colonisation -> mission d’évangélisation.
* Climat de guerre civil. Donc la colonisation c’est un moyen de mettre en scène une fierté nationale -> montrer à la pop française que la France est un grand empire -> les républicains ont su redonner une grandeur à la France -> utilise la colonisation pour mettre en scène une continuité de la nation -> on peut retracer une ligne entre monarchie, empire, et république. Les républicains sont en train de façonner le sentiment d’appartenance national (tour du monde par 2 enfants ; éducation…). -> la colonisation permet de soutenir cette image, la France serait une nation blanche généreuse qui apporte le progrès. -> exposition coloniale « zoo humains » -> les colonies permettent d’envoyer très très loin ce qui ressemble à un anarchiste un délinquant un protestataire, quelqu’un d’une classe de pauvre -> par exemple cayenne, le bagne de cayenne (1852-1953) -> camps de redressement.

Ces légitimations s’imposent petit à petit dans le camps républicains… les opposants se rallient à un soutien de la colonisation. -> Ernest Renan -> « La colonisation en grand est une nécessité politique tout à fait de premier ordre. Une nation qui ne colonise pas est irrévocablement vouée au socialisme, à la guerre du riche et du pauvre. La conquête d’un pays de race inférieure par une race supérieure, qui s’y établit pour le gouverner n’a rien de choquant (…) Autant les conquêtes entre races égales doivent être blâmées, autant la régénération des races inférieures ou abâtardies par les races supérieures est dans l’ordre providentiel de l’humanité ».

Ernest Renan, *La réforme intellectuelle et morale et autres écrits*, 1871, p. 67

**B/ Justification et processus de légitimation du système colonial dans le cadre républicain**

L’impérialisme colonial entre très rapidement dans un processus de légitimation, qui fait partie intégrante des rapports de pouvoir, ceux qui gouvernent doivent en permanence renouveler la légitimité de leur autorité. Il faut rendre la politique impériale acceptable voire souhaitable.

Les gouvernements successifs légitimes de différentes façons :

* La mission civilisatrice -> les républicains veulent distinguer la manière dont ils colonisent. On a une dérive des lumières -> Les rep construisent le discours selon lequel la colonisation permet d’arracher des populations sauvages à la tyrannie de leurs conditions ou à l’obscurantisme. Les peuples indigènes sont considérés comme inférieures, arriérés -> représentation ethnocentrée des pop indigènes -> postures racistes et paternalistes, portées par les agents colonisateurs -> soldats, ingénieurs, médecins, prêtres, et surtout les instituteurs (hussards noirs). Système colonial très violent pour les pop colonisées -> par exemple médecine coloniale (voir internet), régime très répressif vis-à-vis des autochtones… les instituteurs sont très loin de la vision d’émancipation.
* Si les indigènes n’ont pas de droit c’est parce qu’ils n’ont pas de raison. La DDHC pensent l’homme comme un être doté de raison, mais les indigènes extra européen ne sont pas doué de raison donc la DDHC ne les concerne pas… on limite fortement l’universalité des droits de l’homme. -> déshumanisation des indigènes -> légitimation d’une violence physique, symbolique et économique.
	+ Usage de la force très dure -> il faut être ferme puisque les indigènes seraient des êtres bestiaux… les révoltes sont qualifiées comme des violences sauvages ( à l’inverse des révoltes d’ouvriers sont considérées comme des révoltes quant à leurs conditions de travail)
	+ Les violences autochtones sont infantilisées, ils sont naïfs enfantins et donc dangereux (tintin au Congo)
	+ Violences économiques -> expropriation. Tout ce que les autochtones ont développer autour de leur environnement est considéré comme nul -> délégitimation de leur nature.
* Consensus politique -> pas de clivage réel.

Quelques contradictions tout de même -> républicains travaillés par les contradictions entre leurs valeurs et leurs actes -> ils imaginent alors un futur lointain où les indigènes auraient accès à des droits.

Grâce à l’école, grâce aux lumières qu’on apporte, un jour ils pourront devenir des citoyens -> devoir des races supérieures sur les races inférieures (jules ferry). Au prix de renoncement à leur religion à leur culture alors ils pourront accéder à des droits civiles et politiques.

Les conservateurs eux sont sûr de la hiérarchie des races donc légitimation des colonisations est facile pour eux.

Apparition des sciences coloniales -> objectif étant de rationaliser (prouver) l’existence et la hiérarchie des races. Un racisme scientifique -> darwinisme social se développe se diffuse dans la pop.

**C/ Le processus d’impérialisation**

&L’état républicain lui-même s’adapte au processus de colonisation. Dans la structure même des institutions et du gouvernement :

* On forme les cadres administratifs, les cadres de l’armée, carrières administratives coloniales… formées par les sciences coloniales
* Formatage d’enseignement primaire et secondaire -> propagande coloniale, manuels scolaires etc, on développe l‘idée que grâce à la France des lumières on civilise des races inférieures.
* Ministère des colonies
* Se développe une culture coloniale de masse -> cinéma, publicité, exposition coloniale de 1931, apogée de la propagande d’état qui réunit millions de visiteurs…
* Tout ceci alimente l’institutionnalisation d’un régime juridique spécifique dérogatoire au droit commun : le code de l’indigénat, 1881. Inventé à la base pour l’Algérie, ce code repose sur système disciplinaire très dur, on crée des peines et délits spécifiques aux indigènes, suppression des garanties de droits individuels, et le code donne totalité des pouvoirs aux gouverneurs des territoires. -> fait apparaitre une enclave autoritaire très dur dans le régime républicain démocratique.

Cette légitimation du processus coloniale enracine la république dans le fait colonial, qui fait que la remise coloniale est très compliquée -> donc qui explique la forme que prendra la décolonisation.